

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Après quatre ans d'occupation, la santé est inexistante en Irak

par Dr Bert De Belder*

Après quatre années d'occupation, la situation de la santé en Irak est tout simplement catastrophique. Elle a empiré à un niveau que le pays n'avait plus connu depuis les années 1950, déclare *Joseph Chamie*, ancien directeur du département Population des Nations unies et spécialiste de l'Irak.¹ Du fait de la combinaison des sanctions, de la guerre et de l'occupation, l'Irak montre l'évolution la plus négative dans la mortalité des enfants de moins de cinq ans: de 50 par 1000 en 1990, elle a dégringolé à 125 par 1000 en 2005. Cela signifie une aggravation annuelle de 6,1%: un triste record du monde, puisque les chiffres dépassent même ceux du Botswana, un pays extrêmement pauvre et, de plus, durement touché par le sida.² Au début de la guerre, en 2003, le gouvernement Bush promettait de réduire la mortalité infantile de moitié pour 2005. Mais, d'après le ministère irakien de la Santé publique, la situation a continué de régresser, avec une mortalité infantile atteignant 130 par 1000 en 2006.³

L'état de santé de la population est déterminé pour une part bien plus importante par les facteurs sociaux, économiques et environnementaux que par les soins médicaux. Ce n'est pas vraiment une surprise si, durant l'occupation, tous ces facteurs ont régressé. Une étude récente, réalisée avec le soutien du PDNU (Programme de Développement des Nations unies), révèle qu'un tiers des Irakiens vivent dans la pauvreté, avec un revenu inférieur à 2 dollars par jour. Plus de 5% vivent même dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1 dollar par jour. Le rapport fait remarquer que cela contraste très fortement avec la situation d'économie florissante et le revenu national moyen que le pays connaissait dans les années 1970 et 1980.⁴ Mais les chiffres de l'étude du PDNU constituent sans doute encore une sous-estimation grossière. D'autres rapports prétendent que 8 des 28 millions d'Irakiens vivent dans l'extrême pauvreté.⁵ Plus de 500 000 habitants de Bagdad ne disposent de l'eau courante que durant deux ou trois heures par jour. Les Irakiens n'ont de l'électricité en moyenne que trois heures par jour, contre vingt heures par jour avant la guerre.⁶

* Bert De Belder est le coordinateur de *Médecine pour le Tiers Monde*, l'une des asbl partenaires d'Intal.



La situation des enfants en Irak est une catastrophe. (photo Eva-Maria Hobiger)

L'alimentation est naturellement essentielle pour la santé. Selon l'Unicef, un enfant irakien sur dix a un poids insuffisant pour son âge (ce qui révèle une sous-alimentation grave) et un sur cinq est en outre trop petit pour son âge (sous-alimentation chronique). Mais pour *Claire Hajaj*, du Point d'appui de l'Unicef à Amman (Jordanie), il ne s'agit encore que de la partie visible de l'iceberg. «Bien des enfants souffrent également d'une «faim cachée», déclare-t-elle. «Ils connaissent une carence en vitamines et minéraux importants, qui constituent les fondements mêmes du développement physique et intellectuel de l'enfant. Ces carences sont difficilement mesurables, mais elles rendent l'enfant plus vulnérable aux maladies et font qu'il lui est plus malaisé d'obtenir de bons résultats scolaires.»⁷ Cela explique pourquoi *Hayder Hussainy*, un responsable du ministère irakien de la Santé publique, déclare qu'environ la moitié des enfants irakiens souffrent d'une forme ou l'autre de sous-alimentation.⁸

Important également, l'impact psychologique de la guerre et de l'occupation. L'Association irakienne des Psychologues (AIP) a interviewé 2000 personnes dans les 18 provinces du pays sur les effets psychologiques de la guerre. 92% ont déclaré qu'elles craignaient d'être tuées dans une explosion et 60% ont affirmé qu'en raison de la violence, elles souffraient d'accès de panique et n'osaient pas sortir par crainte d'être les prochaines victimes.⁹ L'AIP a également enquêté auprès de 1000 enfants et en a conclu que 92% avaient des difficultés d'étude imputables en grande partie au climat de peur et d'insécurité. «Les seules choses auxquelles ils pensent, ce sont des fusils, des balles, la mort et la peur de l'occupation américaine», déclare *Maruan Abdullah*, de l'AIP.¹⁰

Des hôpitaux sans moyens

Le 19 janvier 2007, une centaine d'éminents médecins britanniques adressaient à *Tony Blair* une lettre dans laquelle ils exprimaient leur extrême inquiétude à propos du sort des enfants en Irak. Ils écrivaient entre autres: «Nous sommes inquiets du fait qu'en Irak, des enfants meurent par manque de soins médicaux. Des centaines d'enfants malades et blessés qui, normalement, pourraient être sauvés à l'aide de moyens simples, sont actuellement condamnés à mort du fait qu'ils n'ont pas d'accès aux médicaments essentiels et autres soins. Des enfants qui ont perdu une main, un pied ou une jambe ne peuvent disposer d'une prothèse. Des enfants présentant

de graves problèmes psychologiques ne reçoivent aucun traitement.»¹¹

L'Association irakienne des Médecins dit que 90% des quelque 180 hôpitaux irakiens manquent d'importants équipements médicaux.¹² A l'hôpital Yarmouk, l'un des hôpitaux les plus fréquentés de Bagdad, cinq personnes meurent en moyenne chaque jour parce que les docteurs et le personnel infirmier ne peuvent disposer du matériel pour traiter des maladies et blessures simples, déclare le docteur *Husam Abud*. Cela représente annuellement plus de 1800 décès évitables et ce, pour un seul hôpital.¹³ *Hassan Abdullah*, un haut responsable des soins de santé dans la province de Bassora, explique que, selon ses informations, quelque 90 enfants sont morts à Bassora, entre janvier et juillet 2006, par manque de médicaments. C'est bien plus que l'année précédente: dans la même période, 40 enfants étaient décédés pour la même raison. *Marie Fernandez*, porte-parole de l'ONG *Saving Children from War*, dont le siège est à Vienne, confirme le manque de matériel nécessaire, surtout des perfusions intraveineuses et des pochettes de sang. «Les enfants meurent parce qu'il n'y a pas de pochettes de sang disponibles», déclare-t-elle.¹⁴

«Les hôpitaux sont devenus de véritables «champs de massacre»»

«La Convention de Genève stipule qu'un hôpital doit être et demeurer une zone neutre, accessible à tous et à coup sûr aux civils. Mais quand des groupes armés ou l'armée occupent un hôpital, les gens n'y ont plus librement accès», déclare *Cedric Turlan*, du Comité pour la Coordination des ONG en Irak (NCCI). Ses propos sont confirmés par des rapports émanant de diverses sources et endroits.

Au cours de la première semaine de novembre 2006, 13 civils ont été tués par des tireurs embusqués en voulant entrer à l'hôpital de Ramadi (à 115 km à l'ouest de Bagdad). Des militaires sous commandement américain ont alors fait irruption à plusieurs reprises dans l'hôpital, tant le jour que la nuit, à la recherche des tireurs positionnés sur le toit. Depuis lors, les gens ne se rendent plus que rarement à l'hôpital, par crainte d'être abattus ou arrêtés. Selon d'autres rapports parvenus au NCCI, des militaires ont également occupé l'hôpital de Mossoul et des ambulances sont régulièrement attaquées à Najaf, Fallujah et autres endroits de la province d'Anbar.¹⁵

Le 7 décembre 2006, une nouvelle attaque des troupes américaines avait lieu contre l'Hôpital général de Fallujah, qui avait déjà

dû subir des attaques similaires en avril et en novembre 2004, durant le siège de la ville par les troupes américaines. Des témoins oculaires ont affirmé que les militaires américains avaient entrepris un raid sur l'hôpital «comme s'il s'agissait d'un objectif militaire». Des médecins et des membres des équipes médicales avaient été arrêtés, rudoyés et catalogués de terroristes. Un employé de l'hôpital a déclaré que c'était la troisième fois que des soldats américains lui passaient les menottes, ajoutant qu'ils «intervenaient avec plus de brutalité encore contre le personnel médical que contre les autres personnes, parce qu'ils nous considèrent comme les premiers sympathisants de ceux qu'ils désignent comme étant des terroristes». Le lieutenant-colonel américain *Bryan Salas*, porte-parole des forces de combat multinationales en Irak, tenait prête une tout autre explication: «Les troupes de la coalition ont inspecté l'hôpital pour s'assurer qu'il pouvait rester un endroit sûr pour les citoyens de Fallujah, de sorte qu'ils puissent recevoir les soins médicaux auxquels ils ont droit.» Mais ce à quoi ils ont eu droit, c'est à la fermeture de l'hôpital durant plusieurs jours, suite au raid militaire.¹⁶

L'actuel ministre de la Santé publique, *Ali Al-Shimari*, appartient au mouvement politique de *Moqtada Al-Sadr*. La branche militaire de ce mouvement, l'Armée du Mahdi, poursuit impunément ses exactions dans les hôpitaux. Des malades et des blessés sont enlevés et assassinés. C'est pourquoi de plus en plus d'Irakiens évitent les hôpitaux. «Nous préférons encore mourir que d'aller à l'hôpital», déclare *Abu Nasr*, un habitant de Bagdad. «Les hôpitaux sont devenus de véritables «champs de massacre»».¹⁷

Il s'avère que le ministère se livre également à des discriminations, dans la fourniture des stocks. *Tariq Hiali*, un responsable de la santé à Baqouba (à 60 km au nord-est de Bagdad), se plaint de ce que «le ministère de la Santé publique ne nous fournit pas les médicaments et le matériel médical nécessaires – il nous considère comme des terroristes.» Un employé de la banque du sang de Baqouba, *Jamal Qadoori*, ajoute que «les ambulances que nous envoyons à Bagdad sont retenues par l'Armée du Mahdi».¹⁸

Le service des urgences de l'Hôpital universitaire de Bassora est resté fermé durant

Suite page 2

SOMMAIRE

La démocratie authentique doit prévoir des interventions directes du peuple souverain

page 3

La página hispánica: Irán – el peligro de una guerra nuclear

page 4

Causes et bilan des affrontements de Kinshasa

page 5

Silvio Gesell, fonds spéculatifs et autres histoires

page 6

Les entreprises ne doivent pas devenir de simples objets de négoce

page 7



«Des centaines d'enfants malades et blessés qui, normalement, pourraient être sauvés à l'aide de moyens simples, sont actuellement condamnés à mort.» (photo Eva-Maria Hobiger)

«Après quatre ans d'occupation ...»

suite de la page 1

cinq mois après que plusieurs médecins qui y travaillaient eurent été assassinés par des assaillants non identifiés. De nombreux docteurs et membres du personnel infirmier refusent d'en encore y travailler, par crainte pour leur vie.¹⁹ Des cliniques ont également été fermées à Ramadi, Hit, Haditha et Fallujah. L'*Institute for War and Peace* fait savoir que, pour des raisons de sécurité, la plupart des médecins qui ont encore leur cabinet à Bagdad ont déménagé et se sont installés dans des quartiers résidentiels ou à l'intérieur de complexes médicaux. Ils ne donnent plus leurs consultations que le matin, en raison du couvre-feu et de l'insécurité.²⁰

Des travailleurs médicaux sont arrêtés, enlevés et assassinés

L'article 18 de la Quatrième Convention de Genève stipule: «*Les hôpitaux civils qui sont organisés pour accueillir des malades et des blessés ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une attaque, mais doivent être en tout temps respectés et protégés par toutes les parties du conflit.*» Hélas! en Irak, aujourd'hui, la réalité est tout autre.

«*Un problème important qui touche le secteur irakien de la santé est sans aucun doute la situation sécuritaire désespérée qui règne dans le pays*», déclare *Nada Doumani*, porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). «*Des hommes armés font irruption dans la salle d'opération pour forcer les médecins à d'abord traiter leurs patients. Certains patients conservent leurs armes à portée de main et restent masqués pendant qu'on les soigne. Cela crée une situation traumatisante pour les médecins*», ajoute-t-elle.²¹

Ce ne sont pas les exemples qui manquent. Le Dr *Washdi Mahmoud* travaille à l'hôpital Ibn Al-Nafees, le plus grand centre cardiovasculaire de Bagdad. Le 27 février 2006, par téléphone depuis Bagdad, le Dr Washdi raconte: «*Hier au matin, nous avons été menacés par des membres de la famille des patients. Ils ont même mis un revolver sur la tempe d'un médecin! Le service de surveillance de l'hôpital n'est pas intervenu et c'est la raison pour laquelle nous nous sommes mis en grève.*»²² Le Dr *Salam Ismael*, de la *Doctors for Iraq Society*, explique: «*Nous sommes surtout embarrassés par les milices de certains partis politiques. Les autorités se gardent bien de les importuner. Ils entrent avec leurs armes dans les chambres des patients, insultent les médecins et menacent de les tuer.*»²³

Doctors for Iraq a reçu l'information disant que, le 9 mai 2006, un groupe d'hommes armés avait fait irruption à l'hôpital de Talafar, dans le nord-ouest de l'Irak. Ils ont menacé le personnel et les patients qui attendaient leur traitement. Un médecin a expliqué comment l'un des hommes armés avait placé un pistolet contre sa tempe en exigeant qu'il cesse de soigner un enfant blessé et qu'il s'occupe plutôt d'un homme qui avait à la jambe une blessure superficielle due à un éclat d'obus. Les hommes armés ont également détruit des équipements médicaux. Ils s'en sont pris au chauffeur d'une ambulance et lui ont cassé un bras d'un coup de crosse de fusil. Un autre chauffeur a reçu des coups au visage. Trois hommes ont attaqué le pharmacien de l'hôpital et l'ont tour à tour tabassé à coups de poing et de pied. L'un des hommes armés a tiré plusieurs balles juste au-dessus de la tête d'un médecin, ce qui a provoqué encore plus de panique et d'hystérie dans l'hôpital.²⁴

Le 28 septembre, les médecins de l'hôpital Yarmouk de Bagdad se sont mis en grève après que la police irakienne y eut fait irruption et, en agitant leurs armes, forcé les médecins à soigner un collègue blessé. Les docteurs ont appelé le ministère de l'Intérieur pour demander qu'on fasse respecter l'interdiction complète des armes à feu dans les hôpitaux.²⁵ Au début novembre, le Dr *Ibrahim Abdel-Sattar*, cardiologue à Bagdad, faisait savoir: «*Il y a quinze jours, mon confrère a été tué alors qu'il traitait un patient. Une bande armée a fait irruption dans sa clinique, l'a abattu et s'en est allée sans la moindre explication.*»²⁶ Le 17 décembre, des hommes en uniformes de l'armée ont fait ir-



La reconstruction sous l'occupation est un échec complet. (photo mad)

ruption dans les bureaux du CICR à Bagdad et ont enlevé 42 personnes. 26 employés du CICR, tant chiïtes que sunnites, ont été relâchés plus tard.²⁷

Comme si la violence quotidienne ne suffisait pas dans le chaos et le désordre qui règnent en Irak, des travailleurs médicaux sont également victimes d'enlèvements contre rançon. Un médecin irakien qui travaille en Grande-Bretagne, *Peter Kandela*, a interviewé des travailleurs médicaux irakiens qui se sont réfugiés en Jordanie et en Syrie. Il parle d'un chirurgien des reins qui a été enlevé par un groupe d'hommes armés. La première chose qu'ils ont faite a été de feuilleter son carnet d'adresses à la recherche d'une prochaine victime! «*Ils ont même eu le culot de suggérer qu'en échange d'un meilleur traitement durant ma détention, je pouvais leur indiquer d'autres personnes à kidnapper*», explique le chirurgien. Finalement, il avait été libéré après que sa femme eut versé 250 000 dollars de rançon.²⁸ Le Dr *Kandela* explique aussi que «*dans l'Irak nouveau, on a son prix en fonction de sa position et de son statut. Les médecins qui sont restés dans le pays savent ce qu'ils valent pour les kidnappeurs. Aussi font-ils en sorte que leur famille ait accès aux fonds nécessaires pour les libérer rapidement une fois qu'on en est arrivé à ce point.*»²⁹ Le 9 novembre, le chef du Croissant-Rouge irakien, le Dr *Anas Al-Azawi*, était enlevé devant sa maison par des hommes en uniformes bleus de la police. Au départ, le montant de sa rançon avait été fixé à 750 000 dollars, mais on le libéra finalement après paiement d'une rançon sensiblement inférieure.³⁰

Le Dr *Omer*, un chirurgien cardio-vasculaire, a quitté son travail à Bagdad et travaille aujourd'hui dans une petite clinique en Syrie. «*Que pouvais-je faire d'autre?*» demande-t-il. «*A mon hôpital, j'étais menacé par les milices armées. Trois chirurgiens avaient déjà été assassinés et nous n'étions plus que trois. Je ne pouvais pas me permettre d'être la prochaine cible, car j'ai un enfant à élever.*» Et il ajoute: «*Je ne suis pas heureux dans mon boulot, ici. Je suis un spécialiste et je travaille désormais comme généraliste. C'est comme si on demandait à un officier de remplir les tâches d'un soldat.*»³¹

L'exode des travailleurs médicaux

En mars 2006, l'ONG britannique *Medact* écrivait que 18 000 des 34 000 médecins de l'Irak avaient quitté le pays depuis le début de la guerre. Ce chiffre provenait de l'*Association irakienne des Médecins (IMA)*. *Farouk Najji*, un clinicien, membre de l'IMA, explique: «*Depuis 2003, environ 2000 médecins ont été assassinés. La violence s'est encore aggravée et, chaque jour, nous perdons des membres parmi les meilleurs.*» *Dans certains cas, les ambulances doivent ramasser les blessés sans personnel médical à bord, dit Najji.* «*Il n'y a tout simplement plus assez de travailleurs médicaux. Ceux qui restent à l'hôpital, s'ingénient à chercher comment ils peuvent traiter les patients dans des salles d'opération improvisées*», ajoute-t-il.³²

Une pénurie de médecins et de personnel soignant sévit également à Bassora. Selon

un responsable médical, *Hassan Abdullah*, il n'y a pas de statistiques fiables sur le nombre de médecins, de dentistes, de pharmaciens et d'infirmier(e)s ayant quitté la région, mais des sources non officielles font état d'un chiffre d'au moins deux cents personnes, entre janvier et juillet 2006.³³ Certains essaient de se procurer un boulot plus sûr ailleurs en Irak. *Rezan Sayda*, une fonctionnaire du ministère de la Santé publique du gouvernement régional du Kurdistan, disait en décembre 2006 que son ministère employait désormais quelque 600 médecins qui avaient fui les régions moins sûres du pays et que 320 autres figuraient sur une liste d'attente.³⁴

Le manque de personnel médical a de lourdes conséquences pour la santé des patients. Dans le *British Medical Journal*, les docteurs *Bassim Al-Sheibani* et deux de ses confrères de la faculté de médecine de Diwaniyah écrivent que «*l'équipe médicale admet que la moitié des décès auraient pu être évités si on avait disposé de personnel bien formé et expérimenté*».³⁵

La reconstruction sous l'occupation: un échec complet

Quatre ans après que les Etats-Unis ont entamé les hostilités contre l'Irak, les soins de santé de ce dernier pays connaissent toujours un délabrement indescriptible. La plupart des hôpitaux manquent du matériel le plus élémentaire, des dizaines de cliniques restent à moitié terminées et des équipements coûteux de haute technologie sont en train de rouiller dans des entrepôts. Depuis 2003, les Etats-Unis ont pourtant investi un milliard de dollars dans les soins de santé, mais il n'en est pas sorti de nouveaux hôpitaux et on n'a jusqu'à présent construit qu'une petite poignée de cliniques.³⁶

Selon *Amar Al-Saffar*, du ministère de la Santé publique, où il est responsable de la reconstruction, aucun hôpital n'a plus été construit en Irak depuis que l'hôpital Al-Khadimiya a ouvert ses portes à Bagdad... en 1986.³⁷ Début 2006, un projet de 200 millions de dollars prévoyant la construction de 142 centres de soins de première ligne s'est retrouvé sans argent. Seuls vingt centres ont été terminés, un résultat qualifié de choquant par l'Organisation mondiale de la santé.³⁸

Dans un rapport très critique, *CorpWatch* éreinte la reconstruction des infrastructures médicales irakiennes par les entreprises américaines. Ces entreprises, parmi lesquelles *Parsons Global*, *Abt Associates* et *Bechtel*, n'ont guère fait plus que ramasser des tas d'argent avant de ... plier bagages.³⁹ Elles avaient décroché d'énormes contrats pour la reconstruction: 70 millions de dollars pour *Parsons*, 43 millions pour *Abt* et 50 millions pour *Bechtel*. Ici, des institutions des Nations unies aussi expérimentées que l'Unicef et l'Organisation mondiale de la santé avaient été évincées.

En avril 2006, le corps des ingénieurs de l'armée américaine, responsable de la construction de 150 centres de soins de première ligne, décidait d'en laisser tomber 130. *Parsons Global* se voyait confier le projet. Au moment où l'armée résilia le contrat de *Par-*

sons, six petites cliniques à peine étaient prêtes. Entre-temps, 150 ensembles d'équipements médicaux avaient été commandés pour les centres et stockés à Abu Ghraïb. 130 de ces ensembles onéreux étaient donc destinés à des cliniques qui ne seront jamais construites. Mais ce n'est ... pas grave car il s'avère aujourd'hui que 46% de ces ensembles sont incomplets, endommagés et qu'ils ont été mal ou pas du tout étiquetés ...

Abt Associates s'est vu confier un contrat de remise à neuf des hôpitaux irakiens déjà existants, mais pas grand-chose n'a été fait en ce sens. A son tour, l'entreprise a confié le travail à des sous-traitants locaux qui se sont révélés dénués de la moindre expérience et complètement corrompus. En 2004, lorsque la situation de la sécurité s'est gravement détériorée en Irak, le personnel d'*Abt* a quitté le pays. Pas avant, toutefois, que 20,7 millions de dollars des contribuables américains ne soient venus remplir les poches des patrons de la firme, via USAID.

La construction d'un hôpital ultramoderne pour enfants à Bassora, un projet de prestige de l'épouse du président américain, *Laura Bush*, n'a guère eu meilleure suite. L'hôpital, dont la construction avait été confiée à *Bechtel*, était censé compter 94 lits ainsi que des suites privées pour les petits cancéreux, des scanners CAT (tomographie axiale informatisée) et autres équipements de haute technologie pour la lutte contre le cancer chez les enfants, dans une région qui, à l'issue de la première guerre du Golfe, avait été durement touchée par l'uranium appauvri. Le coût de l'hôpital est passé de 50 à 170 millions de dollars mais, en juillet 2006, il fut demandé à *Bechtel* de se retirer du projet en raison de problèmes sécuritaires. Depuis, le bâtiment est demeuré à l'état de chantier ...

Quatre ans après l'invasion, il est plus évident que jamais que la guerre et l'occupation de l'Irak par les Américains ont provoqué une énorme catastrophe pour la santé publique. Cette tendance à la dégénérescence de la situation de la santé ne pourra être inversée que s'il est mis un terme à cette occupation. •

Source: *Mondialisation.ca*, 6/4/07; *Intal.be*, 21/3/07

¹ *Los Angeles Times*, 15/11/06.

² Unicef, *The State of the World's Children*, 2007.

³ *Los Angeles Times*, 15/11/06.

⁴ <http://siteresources.worldbank.org/IRFFI/Resources/ExSumLivingStandardIraq3.pdf>

⁵ *Los Angeles Times*, 15/11/06.

⁶ IRIN [UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs], 28/1/07.

⁷ IDEM, 5/3/07.

⁸ *MEDACT*, Iraq Health Update, Mars 2006.

⁹ IRIN, 31/1/07.

¹⁰ *WILSON (David)*, *The Collapse of Iraq's Health Care System*, 14-15/10/06.

¹¹ *The Independent*, 20/1/07.

¹² IPS, [Inter Press Service News Agency], 26/11/06.

¹³ *Los Angeles Times*, 15/11/06.

¹⁴ IRIN, 9/7/06.

¹⁵ IDEM, 13/2/07.

¹⁶ IPS, 14/12/06.

¹⁷ *The Washington Post*, 30/8/06.

¹⁸ *Los Angeles Times*, 15/11/06.

¹⁹ IRIN, 9/7/06.

²⁰ IPS, 14/12/06.

²¹ IRIN, 28/1/07.

²² Conceration téléphonique avec l'auteur le 27/2/06.

²³ *Ibidem*.

²⁴ *SALAM (Ismaël)*, *Talafar Hospital Equipments smashed by angry armed gunmen*, in: *Health Now Website*, 22/6/06.

²⁵ *San Francisco Chronicle*, 30/9/06.

²⁶ IRIN, 7/11/06.

²⁷ UN Assistance Mission for Iraq (UNAMI), *Human Rights Report: 1/11-31/12/06*.

²⁸ *The Independent*, 20/10/06.

²⁹ *The Times*, 20/10/06.

³⁰ UN Assistance Mission for Iraq (UNAMI), op. cit.

³¹ Mailcommunicatie van de auteur met Dr. *Salam Ismael*, 26/2/07.

³² IRIN, 7/11/06.

³³ IRIN, 9/7/06.

³⁴ IPS, 6/12/06.

³⁵ *British Medical Journal*, 20/10/06.

³⁶ *Los Angeles Times*, 15/11/06.

³⁷ *The Times*, 21/10/06.

³⁸ *The Independent*, 20/10/06.

³⁹ *CHATTERJEE (Pratap)*, *High-Tech Healthcare in Iraq. Minus the Healthcare*, in website van *Corpwatch*, 8/1/07.

La démocratie authentique doit prévoir, si nécessaire, des interventions directes du peuple souverain

Interview de Jens Loewe, Stuttgart*

Horizons et débats: Monsieur Loewe, votre livre intitulé «Das Wasser-Syndikat» (La mafia de l'eau) vient de paraître et nous en parlerons prochainement. Pour l'heure, nous aimerions vous poser quelques questions quant à votre projet de livre sur la démocratie. Qu'est-ce qui vous a amené à vous pencher, après la question de l'eau, sur le dossier de la démocratie?

Jens Loewe: Nous avons l'impression que les questions les plus importantes du monde global actuel nous échappent. Dans presque tous les domaines, nous assistons à des destructions considérables: privatisation de nos ressources vitales, comme l'eau, pollution nucléaire, catastrophes climatiques, guerres d'agression, prédominance de l'économie, brevetage du vivant, etc. La question de la démocratie me paraît très importante parce qu'elle en constitue le dénominateur commun. Il s'agit de savoir qui a le pouvoir de décision dans les questions capitales.

Il saute aux yeux que le décalage entre les décisions isolées de l'OMC, de l'UE et d'autres instances politiques et économiques d'une part et la volonté des citoyens d'autre part ne cesse de s'accroître.

La Déclaration de Berlin du 25 mars 2007 sur l'avenir de l'UE constitue le point culminant de cette tendance: Tout en prétendant préconiser «davantage de démocratie», on cherche à imposer le «Traité constitutionnel européen» au mépris des accords déjà conclus et des résultats des référendums qui ont eu lieu en France et aux Pays-Bas. Cela dit, le terme de «Traité constitutionnel européen» n'a pas été utilisé une seule fois dans les discours et les déclarations.

Il en découle que les citoyens sont de plus en plus souvent induits en erreur par la désinformation, les déclarations confuses ou le secret entourant des questions importantes, procédés profondément antidémocratiques. Aussi est-il urgent d'instaurer une forme de démocratie qui mérite son nom, c'est-à-dire une démocratie où le citoyen puisse se prononcer sur les questions importantes et ne soit pas réduit au rôle de «bête à voter», de simple observateur muet. La guerre d'agression contre l'Irak n'est qu'un exemple parmi d'autres où il eût été nécessaire que les citoyens puissent se prononcer.

Qu'est-ce qui vous permet de croire que des procédures de démocratie directe permettraient de réduire la destruction du monde? Parce que le principe de vie suppose la survie de tous les êtres vivants. Si l'on faisait voter de manière honnête et transparente sur la destruction des fondements de la vie, une nette majorité d'individus s'y opposeraient. Les mauvaises évolutions globales en cours n'apportent de profit qu'à un petit nombre de personnes et la misère et la destruction à presque tout le monde, de même qu'aux animaux et aux plantes.

Quels devraient être d'après vous les caractéristiques d'une démocratie?

Une simple phrase qui figure à l'article 20 de la Loi fondamentale allemande («Tout pouvoir d'Etat émane du peuple.») est capitale. Il en découle de manière irréfutable que c'est le peuple souverain, c'est-à-dire l'instance suprême dans une véritable démocratie, qui prend les décisions dans les situations d'urgence. C'est d'ailleurs exactement l'idée de Jean-Jacques Rousseau selon laquelle lorsque le souverain parle, toutes les autres instances doivent se taire. Le postulat de Rousseau est loin d'être une fantaisie philosophique; il s'agit d'une conclusion logique. Il signifie en dernière analyse que c'est le peuple souverain

qui, au travers d'un référendum, par exemple, se prononce sur des interventions militaires et n'abandonne pas aux élus cette grave décision, comme ce fut le cas pendant le Troisième Reich. Il signifie en outre que sur des questions constitutionnelles ou d'abandon de souveraineté (comme ce fut le cas à propos de l'OMC et de l'UE) ou encore de forme de gouvernement, c'est le peuple qui peut, voire qui doit prendre les décisions.

Ce qui s'est passé en Bolivie en est un exemple positif. Dans ce pays, sous l'égide du nouveau président Evo Morales, les questions concernant non seulement les ressources vitales mais également la Constitution font l'objet de nouvelles délibérations.

De plus – permettez que je résume – dans un Etat de droit, toutes les questions fondamentales, comme les questions constitutionnelles, les ressources vitales ou les interventions armées, doivent être formulées dans un langage compréhensible et être accessibles à tous. Le secret, qui est devenu une habitude, n'est pas conciliable avec la vraie démocratie. Ces deux notions sont même logiquement antagonistes. Il doit être permis de revenir sur une décision si des faits nouveaux l'exigent. En outre, tous les citoyens doivent avoir le droit de poursuivre l'Etat s'il enfreint des lois. L'objection fréquente aujourd'hui selon laquelle un citoyen isolé ne peut pas porter plainte quand il s'agit de questions importantes est contraire à la démocratie.

On oppose pourtant aux partisans des consultations populaires l'idée que le peuple est incapable de comprendre les questions complexes et qu'on ne peut par conséquent pas le laisser décider.

En ce qui concerne la compréhension, il est fort douteux que cette idée soit pertinente parce que, très souvent, les lois sont directement influencées, voire rédigées par des grands groupes industriels ou des lobbys, que les politiques ne connaissent souvent que vaguement le détail des textes sur lesquels ils votent et, ce qui est pire encore, qu'ils ne les ont guère lus ou compris. Les contrats de leasing international, maintenant interdits, en sont un exemple. Il s'agissait là de contrats bidoons destinés à frauder le fisc, rédigés en anglais et signés par des douzaines de maires qui ne les avaient apparemment pas lus.

Quant à la question de la création, en Allemagne, d'un référendum au niveau fédéral, elle n'est pourtant pas décisive car seul le peuple souverain peut et doit dire s'il considère le référendum comme une bonne chose ou non. Aussi le pseudo-débat sur la compétence du peuple n'est-il rien d'autre que la tentative de semer la confusion pour empêcher par tous les moyens – et cela réussit depuis 50 ans – que la population s'exprime.

Un autre aspect est important: Le référendum n'est pas seulement susceptible de permettre de meilleures décisions en matière de justice et de sauvegarde des ressources vitales, il donne également du sens à l'humanité parce que l'individu, en participant au processus de décision, manifeste la qualité de l'autodétermination. La démocratie et l'autodétermination sont indissolublement liées, si bien qu'il est peu souhaitable d'abandonner toutes les décisions à des tiers. La participation directe aux décisions, dans une démocratie, a une valeur en soi car elle offre à l'individu des possibilités d'évoluer et représente une forme moderne de la dignité de l'homme. Ce que nous venons de dire n'exclut pas le principe consistant à confier des tâches particulières à des représentants élus, principe judicieux dans bien des cas.

Dans «Das Wasser-Syndikat», vous mentionnez «l'autogestion des communes», l'importance des «assemblées communales», les «décisions citoyennes» et les «consultations populaires» en encourageant vos lecteurs à revendiquer leurs droits civiques.

En effet, il faut se battre pour ces droits fondamentaux, à tous les niveaux. C'est à nous citoyens de fixer les règles du jeu par rapport aux référendums, et ceci au niveau des Länder aussi bien qu'au niveau communal. Nous

ne devons pas nous laisser freiner par des bilans positifs ou négatifs ou par des quorums trop élevés comme en Bade-Wurtemberg. La Loi fondamentale allemande place, à l'article 28, les décisions des assemblées des citoyens de la commune¹ au même niveau que celles des assemblées composées de représentants élus. Nous devrions essayer d'appliquer ce droit dans les petites communes, ce qui veut dire que c'est l'assemblée des citoyens de la commune qui prendrait les décisions. Au niveau fédéral, il s'agit naturellement d'imposer le référendum.

Vous mentionnez, à titre d'exemple de «forme la plus évoluée de démocratie directe», la capitale de l'Etat brésilien du Rio Grande do Sul, Porto Alegre. Les citoyens des divers quartiers s'y réunissent une fois par an pour délibérer et décider de mesures concernant les infrastructures de la ville et le budget annuel. On trouve des mécanismes pareils chez nous, en Suisse, y compris concernant la question de la guerre. Cela serait-il possible dans d'autres pays?

Oui, naturellement, les décisions importantes devraient être soumises au vote populaire dans tous les pays du monde. Le budget de la ville de Porto Alegre est un exemple encourageant parce que les citoyens se prononcent même sur des questions budgétaires. Ce qui est intéressant, c'est le fait que l'injustice de la répartition des richesses, dont nous souffrons, n'augmente pas mais diminue.

Ce phénomène est dû au fait que les riches et les super-riches participent certes aux décisions, mais également des milliers de mères

qui, avec leurs enfants, s'intéressent davantage à l'approvisionnement en denrées de première nécessité, à un éclairage suffisant des rues ou à une école maternelle qu'aux gratte-ciel vides, au bradage des infrastructures ou à la fabrication d'armes de destruction massive.

Les hommes et les femmes politiquement actifs en tant qu'élus ne seraient-ils pas capables d'en faire autant?

Non, c'est impossible, parce que le transfert complet du pouvoir aux partis et aux politiques conduit inévitablement au désastre. Une authentique démocratie ne peut pas se passer structurellement de l'intervention directe du peuple souverain. Sinon la politique partisane se lie de manière de plus en plus étroite aux grands groupes et aux lobbys économiques, et donc à leur entreprise de destruction globale. Les partis succombent trop facilement aux tentations du pouvoir et de l'argent. Une politique sans possibilité d'intervention directe du peuple souverain équivaut à une «incitation au vol» et est incompatible avec la démocratie. C'est pourquoi il est nécessaire que nous citoyens prenions les choses en mains, que nous précisions nos conceptions en matière de Constitution, d'environnement, de guerre et de forme à donner aux consultations populaires. Il faut que nous soyons conscients de notre droit à le faire et que nous le revendiquions, car «tout pouvoir d'Etat émane du peuple» et le peuple, c'est nous. •

¹ «Dans les communes, l'assemblée des citoyens de la commune peut tenir lieu de corps élu.» [Il s'agit de la totalité des citoyens]

L'entraide et la modestie doivent se substituer à l'esprit de compétition

Chaque année vers fin mars nous repassons à l'heure d'été. Ce rite stupide a été adopté au 20^e siècle sous prétexte d'économie d'électricité. Mais il n'a jamais économisé le moindre kWh: si on s'éclaire moins le soir, on s'éclaire plus le matin. Pas besoin de faire un dessin. Par ailleurs, en utilisant des ampoules à faible consommation, la part de l'électricité nécessaire à l'éclairage devient très faible. L'amusement qui consiste à changer l'heure indiquée par nos montres deux fois par an n'est qu'un non-sens de plus dans une longue liste de contraintes inutiles imposées par le pouvoir. Il est d'ailleurs probable que l'heure d'été avait aussi pour but – non avoué – de faire travailler davantage. Pas sûr que cela ait eu plus de succès que les prétendues économies d'électricité. Ce qui est sûr c'est que l'heure d'été a surtout des inconvénients.

Le 20^e siècle aura été marqué par un maldéveloppement hallucinant – continué aujourd'hui sous le nom de développement durable – imposé à l'humanité au nom de la prospérité. Militarisme, dictatures, guerres, croissance économique, Union européenne, libéralisation, mondialisation, développement incontrôlé du trafic automobile, de l'aviation, énergie nucléaire, bobard de la fusion nucléaire contrôlée, scientisme, voilà quelques-unes des aberrations qui ont marqué le 20^e siècle. L'heure d'été n'est qu'un avatar parmi d'autres. S'il est particulièrement ridicule, ce n'est sûrement pas le plus grave. Le plus inquiétant est notre dépendance des énergies non-renouvelables et le changement climatique qu'elle provoque. Cela va rendre la vie sur la Terre très difficile, à moins que le nucléaire ne se charge de faire disparaître l'humanité en temps utile (Le risque est réel, l'administration américaine envisage d'utiliser l'arme atomique contre l'Iran).

Que faire? Il est à mon avis illusoire de chercher un système politique, une méthode de gouvernement que permettrait de gérer des Etats, comprenant des millions de personnes, de manière à réconcilier l'homme et la nature. Les structures étatiques comprennent nécessairement des hiérarchies de pouvoir dont la motivation première est de résoudre des problèmes et non de se demander si les problèmes en question pourraient ne pas exister. Cela mène à une fuite en avant perma-

nente, la solution d'un problème amenant le problème suivant.

Pour être bien sur la Terre il faut pouvoir se laisser vivre. Mais c'est la dernière chose que le pouvoir puisse envisager puisque cela le rendrait définitivement inutile. Se laisser vivre c'est, de mon point de vue, de jouir du moment présent que nous offre notre interaction avec d'autres, avec la nature. Le fait, par exemple, de se sentir bien dans un paysage, sur un coin de terre, de sentir intuitivement ce qui est juste, d'apprécier la compagnie des amis. Pas besoin de produire, d'être rentable, efficace. Cela ne signifie pas qu'on ne va rien faire et n'exclut pas des travaux pénibles. Il y a des choses qu'il faut faire pour que la collectivité puisse fonctionner. Mais le travail doit prendre une autre signification. Il n'est plus un but en soi mais une contribution à la bonne santé du groupe, au maintien de la planète. Citons Castoriadis: «Nous devrions être les jardiniers de notre planète, la cultiver comme elle est et pour elle-même. Et trouver notre vie, notre place relativement à cela. Voilà une énorme tâche qui pourrait absorber une grande partie des loisirs des gens, libérés d'un travail stupide, productif et répétitif... Mais l'imaginaire de notre époque c'est celui de l'expansion illimitée, c'est l'accumulation de la camelote...».

C'est cet imaginaire-là qu'il faudrait changer ce qui ne va pas sans un renoncement à la croissance économique, à l'exploitation de ressources. Comme le système économique actuel ne peut pas se passer de croissance et comme les pouvoirs établis – démocraties ou dictatures – sont esclaves de l'économie, on ne voit pas ce qui pourrait éviter l'effondrement du système. Il serait donc judicieux de s'y préparer ce que nous pouvons faire en tant que personnes. Il n'y a probablement pas de marche à suivre toute faite, mais la recherche d'un maximum d'autonomie en collaboration avec des personnes proches est probablement une étape nécessaire pour éviter le pire. L'entraide et la modestie devront se substituer à l'esprit de compétition propre à l'aberration économique. Cela devrait rendre la vie plus agréable, mais nous n'y sommes pas encore.

Pierre Lehmann, Chernex VD

* Jens Loewe est un des cofondateurs du Stuttgarter Wasserforum et du réseau Wasser in Bürgerhand (L'eau entre les mains des citoyens). Il soutient dans le monde entier de nombreux comités de citoyens qui cherchent à empêcher la privatisation de l'eau potable ou à obtenir sa déprivatisation. Il fait des conférences et anime des séminaires sur des questions de démocratisation et de globalisation. En outre, il poursuit une activité d'artiste et dirige depuis 1986 l'Atelier Bornmann & Loewe à Stuttgart.

Irán – el peligro de una guerra nuclear

por Leonid Ivashov*

hd. La proclama del ex-jefe del Estado Mayor de la armada rusa es un llamamiento apremiante al sentido común – un llamamiento para que logremos mantener este planeta digno de vivir para nosotros, nuestros hijos y todos los seres de la tierra. Los análisis geopolíticos presentados no llaman la atención ya que son conocidos en las ciudades capitales del mundo. ¿Pero dónde queda el manifiesto de Europa, el manifiesto de los llamados intelectuales europeos? ¿De los políticos responsables? ¿Por qué no son voceros de quienes desean la paz?

Es vergonzoso y alarmante a la vez, que hoy los generales tengan que tomar la iniciativa en lugar de hacerlo los intelectuales, poetas, hombres y mujeres jefes de gobierno.

30 de marzo de 2007, «Strategic Culture Forum» – El análisis de la actual situación del conflicto con Irán muestra que el mundo está confrontado con la posibilidad de una nueva guerra que puede estallar en los próximos días.

USA y sus aliados han iniciado una preparación psicológica de la opinión pública mundial sobre la posibilidad de usar tácticas armas nucleares para resolver el «problema del Irán». La maquinaria propagandística de USA está trabajando duramente para crear la impresión de que es posible el uso «quirúrgicamente preciso» de armas nucleares con limitadas consecuencias. Aún cuando después del ataque nuclear de USA en Hiroshima y Nagasaki en 1945 es sabido que no es verdad.

Después de un primer ataque nuclear, va a ser completamente imposible prevenir el uso de todos los medios de destrucción masiva que estén a disposición. Si la destrucción masiva de sus países están en juego, las partes en conflicto van a recurrir sin límites a cualquier medio que tengan disponible. Por lo tanto, no sólo entrarán en juego los arsenales nucleares de varios países, incluso los no conocidos oficialmente. Sin duda se llegarán a utilizar también arsenales de armas químicas y biológicas (y cualquier sustancia venenosa) que puedan producirse con un mínimo de recursos industriales y económicos.

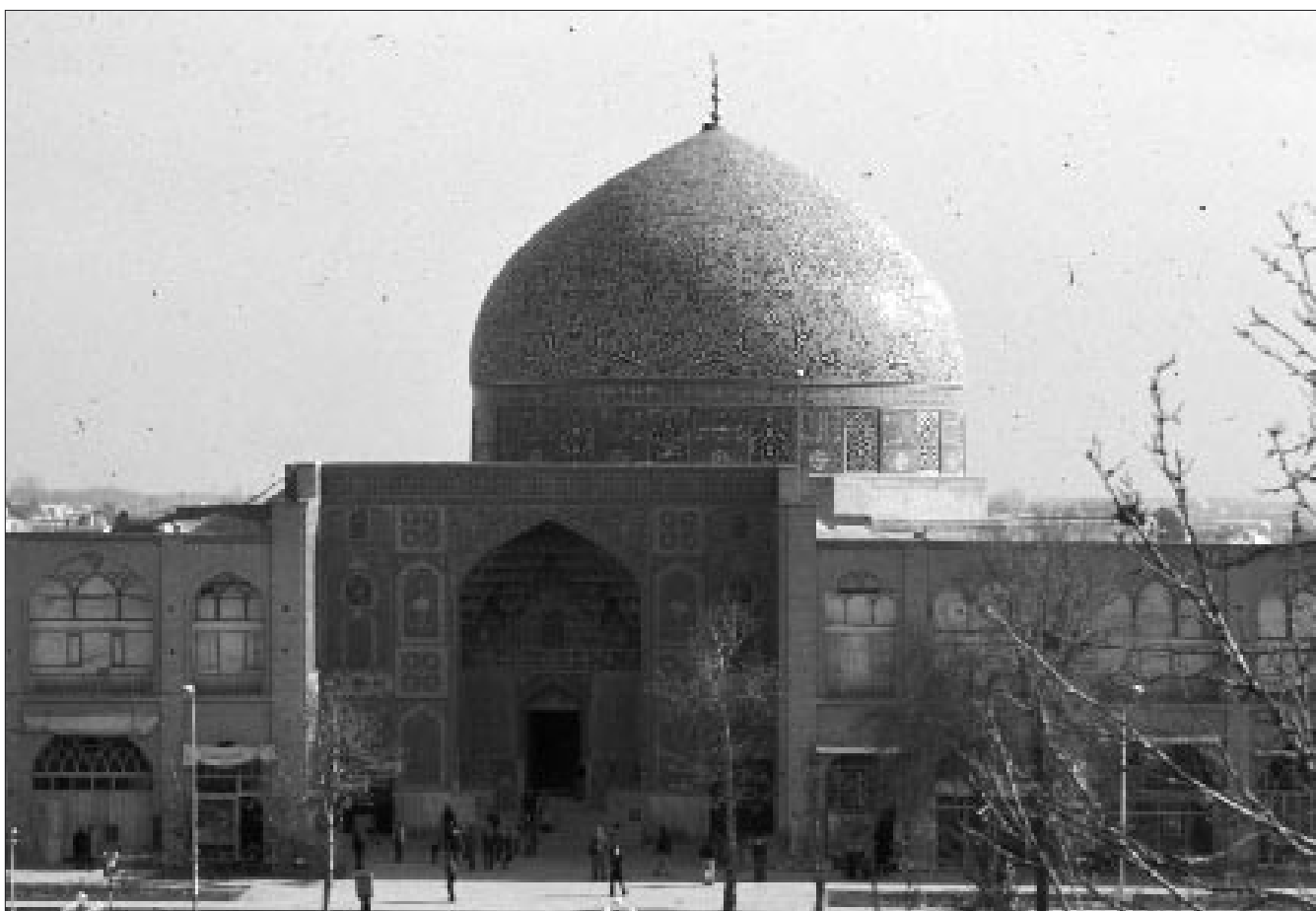
En este momento, se puede asegurar que la paz y la humanidad están en grave peligro.

Considere el aspecto militar-técnico de la situación. Prácticamente, el objetivo de la operación manifestado por USA – destruir unos 1500 blancos en el territorio del Irán no puede llevarse a cabo con las fuerzas hasta ahora disponibles para esa misión. Ese objetivo puede lograrse sólo si se usan armas nucleares.

3 bombas atómicas de Israel contra Irán

Un examen del aspecto militar-político de esta cuestión pone en claro otros hechos significativos. El ataque al Irán no incluye el planeamiento de una invasión por tierra.

Ataques a instalaciones militares e industriales pueden causar graves daños al potencial de defensa y a la economía de Irán. El número de víctimas será tal vez considerable pero no catastrófico desde el punto de vista militar. A la vez, es imposible llegar a controlar un territorio tan extenso como el de Irán sin una operación por tierra. La ofensiva planeada tendrá como consecuencia una consolidación de fuerzas no sólo en Irán sino también en otros países musulmanes y en la opinión pública del mundo entero. El apoyo al país, que sufre bajo la agresión de USA e Israel, aumentará rápidamente. Segura-



Mezquita en Isfahan. (photo ew)

mente, Washington es consciente que el resultado no será el fortalecimiento de la posición de USA en el mundo sino al contrario su debilitamiento. Por lo tanto, la meta de un ataque de USA a Irán tiene que ser vista bajo otro aspecto.

La ofensiva nuclear tiene como fin el reforzar la extorsión nuclear en el mundo por parte de USA y transformar fundamentalmente el orden mundial.

Existen otras pruebas que evidencian la radicalización de los objetivos de USA y sus aliados. Informaciones filtradas a principios del 2007, sobre planes de Israel para usar tres bombas nucleares contra el Irán, eran muy peligrosas para un país en medio de una región hostil, pero seguramente fueron hechas deliberadamente.

Estas significan que la decisión sobre el carácter de las actividades de Israel ya estaba tomada y que lo que quedaba por hacer era influir la opinión pública consiguientemente.

El pretexto para la operación contra Irán no parece ser serio. Juzgando desde dos puntos de vista político y técnico, no es posible para ese país producir armas nucleares en un futuro cercano. Hay que recordar que la presunta posesión de armas de destrucción masiva en Iraq fue utilizada por USA como pretexto para la guerra en contra de este país. Como resultado, Iraq fue devastado, con ciento de miles de víctimas en la población civil, pero para esa aserción no se encontraron pruebas evidentes.

La pregunta realmente esencial no es si Irán es capaz de producir armas nucleares. La única función de una pequeña reserva de armas nucleares, sin el apoyo de varios otros sistemas, es intimidación. La amenaza de un ataque de represalia puede frenar a cualquier agresor. Para atacar otros países o para ganar una guerra nuclear en contra de poderosos aliados, se requeriría un potencial que Irán no posee y que no va a llegar a poseer en un futuro previsible. El sostener que Irán puede llegar a ser un agresor nuclear, es absurdo. Cualquiera que tenga una mínima noción sobre asuntos militares, tiene que entender esto.

Una guerra para evitar el derrumbe del dólar

¿Cuál es el motivo real de USA para desencadenar este conflicto bélico?

Procedimientos que tengan consecuencias de global alcance sólo pueden tener como objetivo la solución de un problema global. Este problema no es un secreto – se trata de la posibilidad de un derrumbe del sistema financiero global basado en el US-dólar. Actualmente, los dólares en circulación exceden en más de diez veces las reservas del capital americano. Todo en USA, las industrias, la edificación, la *Hightech* etc., están hipo-

teadas en el mundo entero con un recargo diez veces mayor a su valor. Una deuda de estas proporciones no puede ser pagada, sólo se puede relevar.

Las reservas en dólares en cuentas individuales, o de organizaciones y tesoro estatal, son una realidad virtual. Esos haberes no están respaldados por productos, valores o algo que exista en la realidad. El cancelar esa deuda de USA al resto del mundo, convertiría a la mayoría de su población en inversionistas engañados. Sería el fin del dominio establecido del ternero de oro. Lo que sucedería después es realmente épico. Por este motivo el agresor ignora las consecuencias catastróficas de su ofensiva. La quiebra de los «bancos globales» necesita un acto de violencia global de tal dimensión, para salir de esta situación.

La solución se encuentra ya en los planes. Los EE.UU. no tienen más nada que ofrecer al resto del mundo, para salvar la devaluación del dólar, que operaciones militares como en Yugoslavia, Afganistán e Iraq. Pero también estos conflictos tienen un efecto a corto plazo. Se necesita algo más grande, y esa necesidad apremia. Cada vez se aproxima más el momento en que la crisis financiera mundial va a poner al descubierto que las divisas de los EE.UU., todos sus potenciales industriales, tecnológicos o lo que fueren, no le pertenecen legalmente al país. Entonces habría que confiscar todo para compensar a los dañados, y los derechos a la posesión de lo comprado por dólares alrededor del mundo – todo financiado con los fondos de cada país – deberían ser corregidos.

¿Viviendas en Rusia para ciudadanos israelitas?

Qué podría causar un hecho de violencia de esa dimensión requerida? Todo parece indicar que se sacrificará Israel. Su participación en una guerra contra el Irán – sobre todo en una guerra nuclear – tiene que desencadenar un catástrofe global. El fundamento de los dos estados – Israel e Irán – es su respectiva religión oficial. La presencia de numerosos judíos y musulmanes en los países desarrollados, provocaría inevitablemente un baño de sangre global.

Todas las fuerzas activas en la mayor parte de los países lucharían entre ellas, no dejando casi lugar para una neutralidad. A raíz de adquisiciones masivas de viviendas, por ciudadanos israelíes, sobre todo en Rusia y Ucrania, mucha gente ya tiene una idea de lo que está por venir. Es difícil imaginarse un lugar seguro donde uno pueda estar al resguardo de esta fatalidad. Pronósticos sobre la distribución territorial de las luchas, cantidad y eficiencia de las armas a utilizar, el carácter profundo de las raíces del conflicto y la dureza de las luchas por motivos religiosos, todo esto

no deja duda de que este conflicto, en todos sus aspectos, será una pesadilla todavía más grande que la Segunda Guerra.

Hasta ahora, las reacciones de los más importantes dirigentes políticos frente a este proceso no dan motivo para optimismo. Las resoluciones inconsecuentes de la ONU con respecto a Irán, los intentos de apaciguar al agresor, que ya no oculta más sus intenciones, son reminiscencias del Pacto de Munich en la víspera de la Segunda Guerra Mundial.

La intensa diplomacia de viaje, que atrae la atención hacia todo tipo de problemas internacionales, excepto al que acabamos de mencionar anteriormente, es también significativo para este problema. Son las prácticas usuales antes de estallar una guerra, tratar de establecer alianzas con países no involucrados o de asegurarse su neutralidad. Esa política trata de evitar los primeros ataques o por lo menos de atenuarlos por ser los más inesperados y los más devastadores.

Aislar a USA e Israel

¿Es posible evitar un baño de sangre?

El único argumento eficiente que podría frenar a los agresores es la amenaza de su aislamiento total en el mundo por sus instigaciones a una guerra nuclear. La ausencia completa de aliados para el tándem de USA – Israel, en combinación con la abierta protesta en los países, puede hacer imposible el llevar a cabo lo descrito anteriormente. Por esta razón, en estos días, sería un servicio de inestimable valor para la humanidad, una actitud resuelta, sin compromiso de los líderes políticos, religiosos, de los gobiernos, personalidades, científicos, artistas, frente a los preparativos de una agresión nuclear.

La coordinación de las actividades públicas tiene que ser realizada con la rapidez que exigen los preparativos de guerra. Las fuerzas de agresión ya han sido agrupadas y concentradas en los puntos de partida, listas para atacar.

El ejército de USA no oculta el hecho de que todo es cuestión de semanas o incluso de días. Hay indicaciones indirectas que USA llevará a cabo un ataque nuclear ya en Abril de 2007. Después de la primera explosión atómica, la humanidad entera se encontrará en un nuevo mundo, absolutamente inhumano. Todos los recursos para evitarlo deben ser agotados.

Fuente: «Iran: The Threat of a Nuclear War». Artículo en original bajo <http://en.fondsk.ru/article.php?id=647>

(Traducción Horizons et débats)



Persépolis fue la capital del Imperio Persa. (photo ew)

* El General Leonid Ivashov es Vicepresidente de la Academia de Geopolitietwa. Fue Jefe del Departamento de asuntos generales del Ministerio de Defensa de la Unión Soviética, Secretario del Consejo de Ministros de Defensa de la Comunidad de los Estados Independientes (GUS), Jefe del Departamento de Tareas militares conjuntas del Ministerio de Defensa de la Federación Rusa y General del Estado Mayor de la armada rusa.

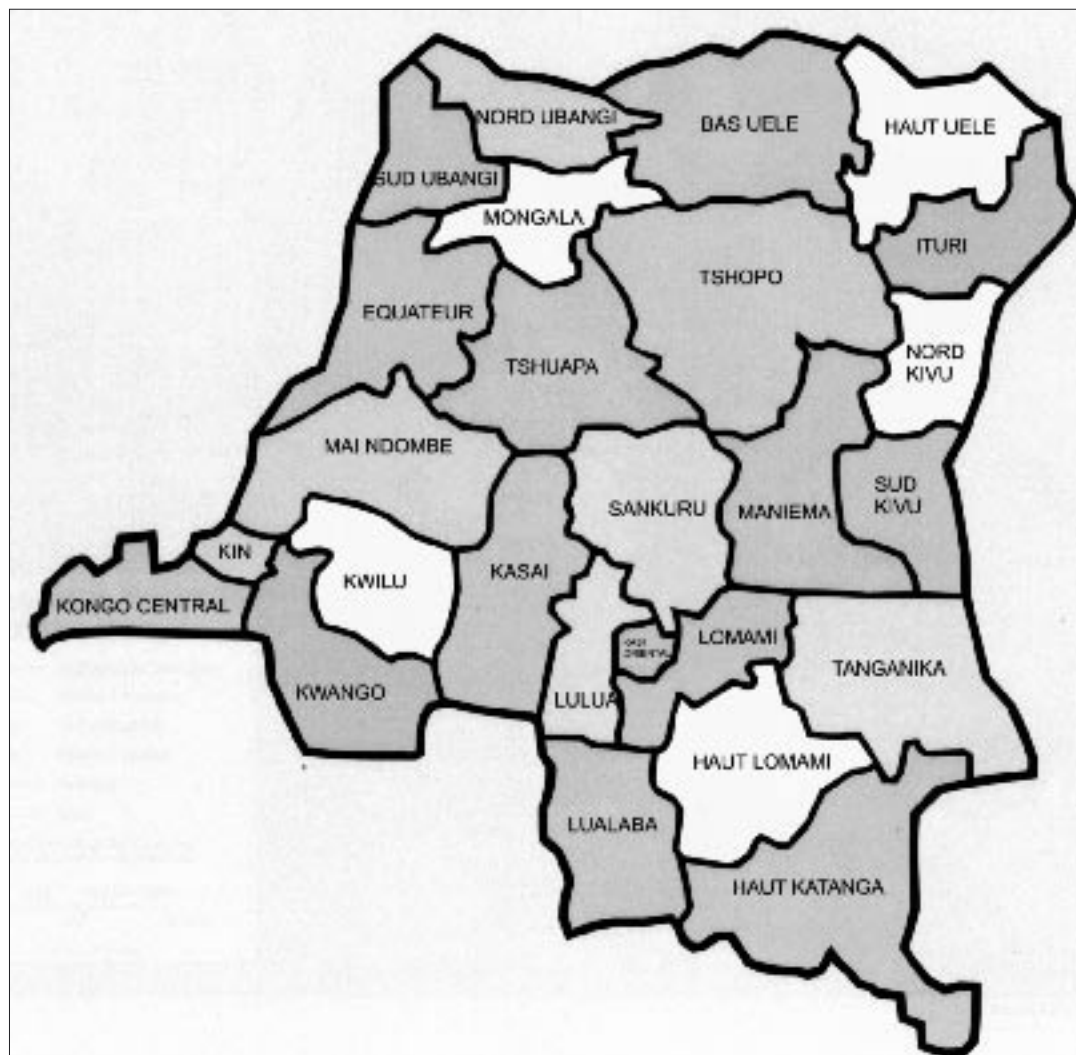
République démocratique du Congo

Causes et bilan des affrontements de Kinshasa

par Joseph M. Kyalangilwa, Président du Great Lakes Forum International (Suisse)

Les RDCongolais de la diaspora ainsi que tous les autres amis de la République démocratique du Congo ont lu avec beaucoup d'anxiété et d'inquiétude les informations sur les tristes événements qui se sont passés à Kinshasa les 22 et 23 mars 2007 et que les médias européens ont diffusés incorrectement selon la volonté de leurs obédiences.

Quant aux sites Internet (forums), les informations que n'ont cessé d'y afficher certains compatriotes du pays et de l'étranger ainsi que les étrangers cachés derrière des noms congolais, on a tout simplement pu y constater, comme d'habitude d'ailleurs, une véritable campagne d'intoxication menée pour discréditer les dirigeants et les institutions légitimes actuellement en place en RD-Congo. La lecture de leurs écrits permet de conclure que l'on a à faire aux caisses de résonance des éternels aigris, des pessimistes invétérés et des candidats malheureux aux dernières élections. Ces gens-là, désormais bien identifiés, au moment où la plupart des populations congolaises se rangent résolument derrière le gouvernement légitime qu'elles attendaient impatiemment depuis novembre 1965, sont en train de mener une autre campagne visant à décourager par tous les moyens la réalisation des projets de reconstruction de la RD-Congo. Ils s'attaquent à tous les gestes de la communauté internationale et des pays amis de la RD-Congo qui viennent de mettre à sa disposition des centaines de millions d'euros et de dollars pour réaliser le programme du gouvernement adopté par l'Assemblée nationale le 24 février 2007. Ils s'attaquent également aux projets d'investissements initiés par les fils et les filles du pays et par les investisseurs étrangers résolument décidés à contribuer à la reconstruction et au développement harmonieux de ce grand et beau pays qu'est la RD-Congo dont les potentialités sont scandaleusement incommensurables. Mais où sera alors la place de ces pessimistes invétérés dans le Congo enfin devenu un Etat de droit



démocratique? La réponse est claire: ils seront toujours des spectateurs du Congo réel. Et, pour leur Congo virtuel, ils continueront à errer à l'étranger porteurs des titres de ministre et ou d'ambassadeur qui remplissent leurs cartes de visite qu'ils ne se gênent pas de présenter aux dirigeants et aux chefs d'entreprise à l'étranger.

Les causes des affrontements de Kinshasa des 22 et 23 mars 2007 sont pourtant connues. Mais la RD-Congo devenue Etat de droit

démocratique n'arrange nullement les médias européens au service des grandes puissances, à savoir les industries stratégiques occidentales dont la RD-Congo est l'un des plus grands berceaux des ressources naturelles de matières premières fort recherchées. En fait, certaines grandes puissances (USA, Grande-Bretagne, Belgique, Canada, etc.) qui convoitent toujours les richesses de la RD-Congo, jubilent chaque fois que ce pays vit dans le chaos. L'histoire de l'ex-Congo belge de 1960 à 2006 le démontre suffisamment. En effet, les rapports des experts de l'ONU sur les guerres d'agression en RDC et les pillages systématiques de ses ressources naturelles démontrent que ce sont les mêmes puissances qui s'en sont avérées les bénéficiaires passifs impenitents.

La RD-Congo, avec ses dirigeants et ses institutions légitimes mis en place à l'issue du processus électoral démocratique et transparent commencé le 20 juin 2005 et qui vient de s'achever en février dernier avec les élections des gouverneurs et vice-gouverneurs de province, fait peur et certaines mauvaises volontés ne veulent pas croire à la fin de la recréation qu'elles avaient sciemment créée et entretenue dans la RD-Congo du 5 septembre 1960 à la veille de la promulgation de sa nouvelle Constitution.

La RD-Congo est régie par sa nouvelle Constitution massivement approuvée par le vote référendaire des 18 et 19 décembre 2005 et promulguée par le Président de la République le 18 février 2006. Aucun citoyen congolais, en commençant par le Chef de l'Etat lui-même, n'est au-dessus de cette Loi fondamentale et de toutes les autres lois de la République.

La période de transition commencée le 30 juin 2003 était dirigée par la triste formule de 1 + 4 (1 Président + 4 Vice-Présidents de la République). Selon la Constitution, après l'installation du Président de la République élu et l'investiture du gouvernement central par l'Assemblée nationale, chose faite le 6 décembre 2006 et le 24 février 2007, les 4 Vice-Présidents cessent leurs fonctions et redeviennent des citoyens comme les autres. Mais pour la sécurité personnelle de l'ancien Vice-Président *Jean-Pierre Bemba Gombo*, candidat malheureux à l'élection présidentielle du 29 octobre 2006, le gouvernement devait mettre à sa disposition 12 policiers. Tous les militaires qui étaient commis pour assurer la sécurité rapprochée des membres du gouvernement de transition devaient regagner leurs casernes dans les quinze jours, suivant

l'ordre donné fin février 2007 par le Chef d'état-major général des Forces armées de la République (FARDC). Ainsi la date butoir était au plus tard le 15 mars 2007. Se considérant toujours au-dessus des lois et des autorités légitimes, Jean-Pierre Bemba, contrairement aux autres membres du gouvernement sortant, ordonna à tous les militaires commis à sa garde rapprochée de ne pas obtempérer à l'ordre donné fin février dernier par la hiérarchie militaire. Malgré le dépassement du délai et l'ultimatum lancé, les militaires de Jean-Pierre Bemba ont choisi de désobéir et de s'affronter aux éléments loyalistes de l'Armée en leur tirant dessus les premiers. Ces malheureux affrontements qui ont eu lieu les 22 et 23 mars 2007, naturellement avec la victoire des Forces armées régulières sur les mutins, ont eu des conséquences néfastes: 163 morts et plus de 150 blessés selon le dernier rapport de la Caritas de Kinshasa. Les dégâts matériels sont nombreux, dont les bâtiments des missions diplomatiques et de particuliers. On attend encore l'évaluation officielle.

Ainsi, complètement défaits par l'armée régulière, les mutins se sont mis en débandade. La MONUC (Mission des Nations Unies en RD-Congo) en a accueilli 140 dans ses installations et les a désarmés. Ces militaires, dont 17 blessés étaient accompagnés de 77 épouses et de 92 enfants. La MONUC est en pourparlers avec les autorités congolaises pour trouver une solution rapide à leur sort. La légion PIR (Police d'Intervention Rapide) en a arrêté plusieurs centaines. Une bonne cinquantaine d'autres ont traversé le fleuve Congo en bateau et se sont réfugiés en face au Congo-Brazzaville. Dans leur fuite, ces mutins ont pillé complètement les deux résidences de leur patron Jean-Pierre Bemba ainsi que certaines maisons de commerce et les installations des services officiels commis au Beach Ngobila (rive gauche du fleuve Congo). Dans leur fuite vers Brazzaville, les mutins ont pillé tous les équipements et vidé les caisses de l'Office des douanes du port et incendié les stations et réservoirs d'essence.

Il est important de souligner qu'en violation de la Constitution, l'ex-Vice-Président Jean-Pierre Bemba avait transformé ses deux résidences en quartier général et tout autour en camp militaire. Devant l'inéluctable défaite de ses milices, le 22 mars 2007 le sénateur Jean-Pierre Bemba Gombo a dû se sauver sur la pointe des pieds et trouver refuge à l'ambassade de la République sud-africaine à Kinshasa d'où, après avoir abandonné ses hommes en pleins affrontements sur le champ de bataille, il leur lançait des messages de cessez-le-feu.

Officiellement, Jean-Pierre Bemba a quitté son refuge de l'Ambassade sud-africaine le 10 avril 2007 au motif de se faire soigner au Portugal où il est parti avec toute sa famille.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

Veuillez faire parvenir six numéros à l'essai gratuitement aux adresses suivantes:

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51

CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch

Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie

Nüssli, Mellinger

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Silvio Gesell, fonds spéculatifs et autres histoires

par Werner Wüthrich, Zurich

Le problème des intérêts est au centre de la théorie de l'ordre économique naturel de Silvio Gesell. (Voir «Horizons et débats» N° 4 du 29 janvier 2007). Dans l'histoire de l'humanité, la question des intérêts versés pour les capitaux empruntés a toujours été controversée. Il y a 2500 ans déjà, les Perses connaissaient l'interdiction des intérêts. On la trouve également dans certains passages du Coran et de la Bible. Au Moyen Age, l'Eglise catholique a repris l'interdiction des intérêts dans le droit canonique. Cependant elle n'a que rarement été vraiment imposée.

Il y a à peu près 100 ans, l'économiste Silvio Gesell évoquait à nouveau l'importance de la question des intérêts. Pour lui, les intérêts – simples et composés – étaient des revenus acquis sans travail. Il ne demandait cependant pas leur interdiction, mais il proposait de faire tendre les intérêts vers zéro par le moyen de la politique monétaire. Un droit de circulation («Umlaufgebühr») devait assurer la circulation permanente de l'argent. Déjà à l'époque de l'étalon-or classique, avant la Première Guerre mondiale, Silvio Gesell s'opposait à la couverture-or du système monétaire. Des banques autorisées devaient émettre du papier-monnaie sans couverture-or. Cette «création d'argent» à partir de «rien», c'est-à-dire par l'impression de papier-monnaie, devait cependant se faire sous contrôle. La masse monétaire devait être liée à la production nationale, c'est-à-dire à la quantité de biens et de services offerts, pour ne pas engendrer d'inflation. Des critères sociaux, comme la lutte contre le chômage, devaient aussi être pris en considé-

ration. L'«argent libre» offrait non seulement la solution des problèmes économiques mais aussi des problèmes sociaux.

Le mouvement de l'économie naturelle en Suisse

Au XX^e siècle, les idées de Silvio Gesell se sont répandues en beaucoup d'endroits. En 1915 fut fondé à Berne le Freiland-Freigeld-Bund qui est ensuite devenu la Schweizerische Freiwirtschaftsbewegung (Mouvement franchiste). En 1946 fut fondé le Parti libéral-socialiste. Werner Schmid fut élu au Conseil national et Hans Bernoulli au Conseil aux Etats.

L'initiative de 1951 constitutionnelle du Parti libéral-socialiste (Garantie du pouvoir d'achat et du plein emploi) ne passa pas inaperçue. Elle recueillit 89 000 signatures (à l'époque, il n'en fallait que 50 000). Elle visait à donner de nouveaux fondements à l'ordre monétaire suisse. La Banque nationale – sans être liée à l'or – devait avoir pour mission d'ajuster continuellement la masse monétaire à la production nationale afin de maintenir le pouvoir d'achat et d'éviter le chômage. Mais le peuple en décida autrement. Il rejeta massivement l'initiative et accepta à plus de 70% des voix la proposition du Parlement d'inscrire le principe de la couverture-or dans la Constitution.

Développements récents

En 1975, une idée du Parti libéral-socialiste se vit confirmée d'une certaine manière. Les pays membres du Fonds monétaire international (FMI) abandonnèrent complètement la

couverture-or, libèrent le cours des changes et commencèrent d'imprimer du papier-monnaie quasiment à partir de «rien». Officiellement, la masse monétaire devait être ajustée à la production nationale. Mais en réalité les gardiens de la monnaie avaient des objectifs tout à fait différents. Depuis, on imprime ou produit électroniquement de l'argent à tout va. L'économie doit croître en permanence, les faiblesses conjoncturelles doivent être «rafistolées» grâce à des injections d'argent, les besoins du monde financier doivent être satisfaits. Il faut payer les intérêts de la dette publique qui prend des proportions démesurées. Les guerres en cours et celles que l'on prépare engloutissent beaucoup d'argent. Tout cela ne pourrait être financé sans que l'on crée en permanence de nouveaux moyens financiers. Pour la seule guerre en Irak, les Etats-Unis dépensent chaque mois des milliards de dollars. Les impôts sont loin de suffire. Silvio Gesell s'étonnerait de voir ce qu'est devenue son idée du contrôle de la masse monétaire.

Pourquoi la masse monétaire, qui a augmenté massivement dans le monde, n'a-t-elle pas fait monter les prix? La concurrence accrue dans le monde globalisé retient l'inflation comme le couvercle d'une cocotte-minute.

Que devient toute la masse monétaire mise en circulation? Les Bourses financières regorgent de cet argent qui peut être transféré grâce aux ordinateurs des banques à n'importe quel endroit du globe en quelques fractions de seconde. Le magazine économique américain Forbes estime qu'actuellement, dans le monde, quelque 20 billions de dol-

lars cherchent à s'investir de manière lucrative. Les statistiques permettent également de se rendre compte de la croissance de la circulation des capitaux. En Suisse, pays modéré, la masse monétaire a doublé au cours des 10 dernières années. Le PIB cependant n'a connu qu'une croissance limitée. Dans d'autres pays, l'écart entre la masse monétaire en circulation et la production nationale est encore plus grand.

Fonds spéculatifs et capital-investissement: des milliards en jeu

Qu'est-ce qui se passe avec tout cet argent qui circule et doit rapporter des intérêts? Les taux d'intérêt sont relativement faibles dans beaucoup de pays à cause de ces immenses sommes d'argent qui circulent, mais les intérêts ne sont pas au centre de l'investissement. Aujourd'hui, on parle de rendement. Celui-ci ne se fonde plus uniquement sur les intérêts et les dividendes mais sur les fluctuations des cours et des prix de toutes sortes, par exemple celles des actions, des monnaies et des prix des matières premières. Elles doivent être exploitées pour augmenter le rendement. C'est devenu une «science» et presque personne n'est capable de s'en faire une idée précise. C'est devenu le terrain d'action d'«acrobates financiers». Les fonds spéculatifs (hedge funds) par exemple, essayent de profiter de ces mécanismes pour augmenter le rendement des sommes considérables qui leur sont confiées. Des exemples actuels montrent que ces acrobaties peuvent être dangereuses:

Suite page 7

Chasse aux entreprises suisses prestigieuses

ww. A titre d'exemple des procédés souvent opaques des sociétés de capital-investissement, nous retracerons ici l'acquisition des sociétés suisses Unaxis (ex-Bührle), Saurer et Sulzer.

Quels en sont les acteurs? Ce sont trois sociétés de capital-investissement: l'autrichienne Victory, la britannique Laxey Partner et la Renova Management. Derrière la Renova, fondée il y a deux ans, se trouve l'oligarque russe Victor Vekselberg qui possède 25% du groupe pétrolier russe TNK-BP.

Les événements (par ordre chronologique):

1. La société de participation britannique Laxey Partner a insisté auprès du conseil d'administration de Saurer pour qu'il verse davantage de dividendes aux actionnaires. Avant, elle avait acheté une grande partie des actions Saurer.
2. En même temps, Victory et Renova avaient pris une importante participation dans Unaxis.
3. Ensuite Laxey Partner a vendu ses actions Saurer à Victory.
4. Victory et Renova avaient alors assez de pouvoir pour créer à partir d'Unaxis et Saurer une nouvelle société sous le nom d'OC Oerlikon. Aujourd'hui, elle est gérée presque uniquement par des managers étrangers.
- Beaucoup d'anciens actionnaires de Saurer et d'Unaxis n'ont pas eu de peine à se séparer de leurs actions. Ils obtiennent aujourd'hui à la Bourse le double ou le triple de ce qu'ils avaient payé il y a quelques mois seulement. Le cours des actions Sulzer a également triplé ces derniers mois.
5. On a des raisons de penser que ces mêmes sociétés de participation essaient maintenant d'acheter également Sulzer. «Peut-être», a déclaré Victor Vekselberg lors d'une interview au Forum économique de Davos. Des journaux financiers supposent aujourd'hui qu'elles ont déjà pris une participation de 25%. Dans la plupart des cas, cela suffit pour faire pression, car le reste des actions est réparti entre un grand nombre de personnes qui ne s'organisent pas.
6. Mais l'histoire n'est pas finie. Il y a quelques semaines, Victory a fait savoir

qu'elle avait acquis plus de 20% des parts du groupe technologique bernois Ascom. La société de participation a maintenant la haute main sur cette entreprise.

7. Et ce n'est pas tout: Le monde de la finance suppose que les deux entreprises Rieter (Winterthur) et Georg Fischer (Schaffhouse) pourraient également être reprises en douce par Victory.

Qui sauvegarde les intérêts des employés et de la région?

Saurer, Sulzer, Rieter, etc. sont des entreprises vieilles de plus de 200 ans. En tant que pionnières de l'industrialisation, elles sont fortement ancrées dans leur région. Leur histoire est une partie de l'histoire suisse. Elles ont survécu à deux guerres mondiales, à la crise économique des années 1930 et à beaucoup de crises conjoncturelles. Leurs collaborateurs ont forgé l'image de la Suisse actuelle avec la fabrication de machines textiles, la fonte de fer et d'acier, la fabrication de machines à vapeur, de locomotives, de wagons de chemin de fer, de camions et d'automobiles postales, de composants d'automobiles, de moteurs de bateaux, de turbines pour la production d'électricité, de pompes, de chaudières, d'installations de télécommunications et d'autres machines de toutes sortes. Cela fait un drôle d'effet de voir ces entreprises, fleurons de l'industrie suisse des machines, devenir le jouet de groupes financiers peu transparents. Qui sauvegarde les intérêts des employés? Qui se soucie des intérêts de la région? Qui s'engage en faveur des intérêts de la Suisse?

Quelle est la stratégie des acheteurs?

On apprend que Saurer, Unaxis et Sulzer pourraient intéresser l'industrie pétrolière et gazière russe. C'est là que sont les intérêts de Victor Vekselberg, oligarque russe riche à milliards. On a l'impression que Victory, Vekselberg et les personnes qui agissent dans l'ombre disposent de moyens financiers illimités. Autrement, ils ne pourraient pas acheter en très peu de temps une entreprise industrielle après l'autre. Sans l'aide de banques, ce ne serait pas possible.

Le directeur de Victory Ronny Pecik souligne dans ses interviews qu'il ne s'intéresse pas aux rendements à court terme mais à ceux à long terme. A propos de la collaboration avec sa relation d'affaires Victor Vekselberg, il a déclaré ceci: Il compte que dans les trois à cinq années à venir beaucoup de capitaux russes vont chercher à s'investir à l'Ouest. La Suisse s'y prêterait particulièrement bien parce qu'elle possède un grand savoir-faire industriel. (FuW du 6/1 et du 20/1/2006)

De plus, on sait que des entreprises comme Saurer, Sulzer, Rieter disposent de réserves occultes qui ont été créées durant leur longue histoire par de nombreuses générations. Ces réserves figurent dans leur bilan officiel (par exemple en tant que terrains constructibles) bien en dessous de leur valeur réelle. Vont-elles être vendues? Et le bénéfice ira-t-il dans les poches des acquéreurs?

Questions ouvertes

Pourquoi les oligarques russes n'investissent-ils pas leurs immenses moyens financiers dans leur pays pour construire une économie saine? La fortune de Victor Vekselberg, par exemple, est estimée à 16 milliards de dollars. Sa société de participation Renova disposerait de plus de 10 milliards de dollars en liquide. La Russie aurait un besoin urgent de plusieurs milliards d'investissements pour la reconstruction. Pourquoi cet argent va-t-il à l'étranger? Qu'en est-il de la responsabilité sociale du capital? Pourquoi le capitalisme s'emballe-t-il avant d'avoir vraiment commencé? Le capitalisme efficace est édifié par des entrepreneurs conscients de leur responsabilité sociale. Le capitalisme financier débridé le mine.

Nécessité de la transparence

En Suisse, ce n'est pas seulement une question d'information. D'où viennent les énormes moyens financiers avec lesquels sont rachetées les entreprises les unes après les autres? Pourquoi n'a-t-on pas depuis longtemps décrété des règles de transparence? Il s'avère que les acrobates financiers trouvent toujours le moyen de contourner les règlements en vigueur avec l'aide des banques (via des options négociables). En Suisse, les acquisitions

peuvent particulièrement se négocier en secret parce que le pays ne connaît pas les déclarations obligatoires généralement en usage dans le monde. N'est-il pas choquant que des entreprises qui offrent des milliers d'emplois finissent par devenir de simples objets de négoce? L'intérêt public demande d'urgence qu'on y remédie.

L'association de l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (Swissmem) s'est activée. Le Conseil national a voté une modification de la loi sur les Bourses. L'«obligation de déclarer» va être renforcée. Les raiders [qui lancent des OPA hostiles] inconnus devront se révéler plus tôt pour que leurs agissements soient plus vite connus. Cette modification de la loi n'entrera cependant pas de sitôt en vigueur. Jusque-là, il peut se passer beaucoup de choses. De plus, la nouvelle loi n'empêchera pas un malaise fondamental. Les groupes qui peuvent se trouver derrière les sociétés de participation peuvent continuer d'opérer en secret. Dans le cas de Victory, on parle d'une fondation très peu transparente.

L'intérêt public

Plusieurs générations ont créé ces entreprises chargées d'histoire qui sont ancrées dans leurs régions et dont ces dernières peuvent être fières. C'est pourquoi la population a aussi le droit d'être informée et de participer aux décisions. Une sorte de Landsgemeinde devrait se tenir au cours de laquelle seraient débattues la question de leur avenir économique.

Qui, à notre époque où les choses vont si vite, a conscience qu'à l'avenir des décisions économiques importantes qui concernent des milliers d'emplois seront prises à Moscou ou ailleurs dans le monde par des instances que personne ne connaît? Ces questions ne se posent pas seulement en Suisse mais dans le monde entier. Les ministres des Finances du G-7 ont décidé il y a quelques semaines de mettre en place un groupe d'experts qui doit présenter d'ici à la mi-mai un projet visant à exiger plus de transparence de la part des sociétés de capital-investissement et des fonds spéculatifs. Cette question sera abordée lors de la prochaine rencontre du G-8 à Heiligen-damm au bord de la mer Baltique.

«Silvio Gesell, fonds spéculatifs et ...»
suite de la page 6

Le fonds spéculatif américain MotherRock a fait le pari que les prix du gaz continueraient d'augmenter. Mais ses calculs étaient faux, de sorte qu'il a essuyé une perte totale d'un demi-milliard de dollars. Le fonds Amaranth a eu encore moins de chance. Il avait également misé sur le prix du gaz. En octobre 2006, il a perdu 6,5 milliards de dollars en l'espace d'une semaine. Le Vega Asset Management a également perdu 6 milliards de dollars au cours de l'année dernière. Avec de telles sommes on aurait pu, en Suisse, financer la nouvelle transversale alpine longue de 55 kilomètres.

MotherRock, Amaranth et Vega ne sont pas des cas isolés. En 1998, le fonds LTCM, dont la direction compte deux Prix Nobel d'économie, a perdu des sommes semblables en peu de temps. Alan Greenspan a dû rassembler les directeurs des grandes banques pour le renflouer et éviter l'effondrement du système financier.

Les sociétés de capital-investissement (private equity) sont encore plus connues que les fonds spéculatifs. Ces prétendues sociétés de participation procèdent en gros de la manière suivante: elles achètent des grandes ou moyennes entreprises et dès qu'elles ont le pouvoir, elles les restructurent, souvent de manière radicale, pour les revendre plus tard en bloc ou par morceaux avec du bénéfice. Elles aussi ont pour objectif d'obtenir le rendement le plus élevé possible. Les sociétés de participation américaines ont ainsi enregistré l'année dernière (jusqu'en septembre) un rendement moyen de 23,6% (Thomson Financial).

Il y a un an et demi, l'ancien président du Parti social-démocrate allemand Franz Müntefering a, pendant la campagne électorale de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qualifié les sociétés de capital-investissement de «saute-elles qui ne se préoccupent pas des personnes qu'elles privent de leur emploi. Elles restent anonymes, n'ont pas de visage, s'abattent en nuées sur les entreprises, dévorent tout et s'en vont.» Il a déclenché un débat politique qui se poursuit.

Comme dans les fonds spéculatifs, des sommes considérables sont parfois en jeu. Les petits investisseurs ne sont pas admis. Voici trois exemples actuels: Il y a quelques semaines, la société américaine Blackstone a

acquis pour 33 milliards de dollars la chaîne HCA qui compte 8 établissements hospitaliers au Texas. Trois autres ont acheté pour 22 milliards de dollars le géant de la distribution énergétique Kinder Morgan qui entretient un immense réseau de gaz naturel. Il y a peu, les deux sociétés de participation britanniques TCI et Tecra ont appelé, dans une lettre ouverte publiée dans des journaux, à vendre en pièces détachées l'ABN Amro, une grande banque vieille de 200 ans. Cette opération était censée créer de la valeur ajoutée, c'est-à-dire des bénéfices pour les actionnaires. La population et le gouvernement ont éprouvé une vive indignation.

Au cours des prochains mois, on s'attend à de très grosses affaires, c'est-à-dire à des acquisitions portant sur des sommes de 50 milliards de dollars et plus. Personne ne sait d'où vient tout cet argent ni si des objectifs politiques sont également en jeu. Cette année, le secteur toujours plus puissant des sociétés de participation aurait à sa disposition, pour ses opérations, plus de 1000 milliards de dollars. Ces jours-ci, lors d'acquisitions, la barre des 50 milliards de dollars a presque été atteinte. Les sociétés de participation Texas Pacific et Kohlberg, Kravis and Roberts (KKR) ont acquis pour 45 milliards de dollars, la TXU Corp., le plus grand fournisseur d'électricité du Texas. Ils ont contracté ainsi des dettes de plus de 30 milliards de dollars. A titre de comparaison, la nouvelle transversale alpine coûte 20 milliards de francs suisses. On s'aperçoit que de plus en plus d'entreprises du secteur des services de base deviennent le jouet de grandes sociétés financières. En Suisse, on se demande ce qui va se passer si la Confédération introduit La Poste en Bourse et abandonne sa participation majoritaire à Swisscom, ce qui va advenir de nos nombreuses centrales électriques encore indépendantes quand le marché de l'électricité sera libéralisé, comme le demande l'UE, ce que vont devenir nos hôpitaux s'ils sont privatisés, si nous sommes tous dans la ligne de mire des sociétés de participation qui opèrent dans le monde entier?



Production de métiers à tisser dans la fabrique de Rieter SA à Winterthur. (photo Rieter)

Dangers

Les fonds spéculatifs et les sociétés de capital-investissement ont un point commun: ils financent généralement leurs activités avec 20 à 25% seulement de fonds propres et empruntent le reste aux banques. Celles-ci en profitent doublement. D'une part, elles prélèvent des intérêts et d'autre part elles encaissent des commissions élevées pour leur rôle de conseillers dans les fusions et acquisitions. Thomson Financial, fournisseur de données financières, a calculé que les grandes banques d'investissement ont encaissé pour le conseil en matière de fusions et d'acquisitions, au cours du premier semestre de 2006, la somme incroyable de 20 milliards de dollars. (FuW, 1^{er} juillet 2006)

Aussi bien les fonds spéculatifs que les sociétés de capital-investissement s'exposent au risque de ne pas pouvoir rembourser leurs dettes, la plupart du temps considérables, quand leurs calculs s'avèrent erronés et de créer ainsi des difficultés aux banques. Mais il y a pire encore. Les banques peuvent être en réseau et s'entraîner mutuellement dans l'abîme comme lorsqu'un domino entraîne la chute de tous les autres. Une crise économique aux conséquences catastrophiques pourrait se développer.

Un capitalisme qui s'emballe

Des milliards sont en jeu à une époque où d'innombrables personnes doivent vivre avec moins d'un dollar par jour. Le capitalisme est-il en train de s'emballer? Silvio Gesell serait étonné de voir ce qu'est devenue la «société des intérêts» qu'il avait analysée il y a cent ans. Dostoïevski serait aussi étonné, lui qui, dans son roman «le Joueur», montre avec beaucoup de sensibilité comment un habitué des casinos perd peu à peu toute relation sociale avec son entourage.

Les exemples décrits plus haut laissent prévoir que le fossé qui divise la société va se creuser de plus en plus et que la dissociation va se renforcer d'une part entre le secteur financier et l'économie et d'autre part – plus profondément – entre la finance et la société.

Après la Seconde Guerre mondiale, des économistes libéraux et des hommes politiques comme Ludwig Erhard et Wilhelm Röpke ont préparé la voie à l'économie sociale de marché. Qui continue leur œuvre aujourd'hui? Que fait le mouvement coopératif? En Suisse, par exemple, La Poste va être transformée en une société anonyme qui tôt ou tard sera cotée en Bourse comme c'est le cas en Allemagne et en Autriche. Mais La Poste et Swisscom pourraient très bien fonctionner en coopératives. Leurs clients et les communes pourraient souscrire des titres de participation non négociables et assurer ainsi leur propre service. La Poste et Swisscom seraient soustraites au poker financier. Migros, Coop, Raiffeisen et Volg ont prouvé depuis longtemps que des grandes entreprises de

services peuvent très bien être gérées comme des coopératives. La Poste et Swisscom seraient ainsi privatisées sans mettre en danger le bien commun.

Silvio Gesell aujourd'hui

Le principe fondamental des intérêts n'a pas changé depuis Gesell. Aussi bien pour les intérêts que pour le rendement, il faut travailler. Les intérêts et le rendement versés aux investisseurs ne viennent pas du «néant». En amont, il y a du travail et de la peine. Ce sont des coûts inclus dans le prix des marchandises ou les impôts avec lesquels l'Etat paie les intérêts de la dette. Une autre chose n'a pas changé depuis Gesell: on continue à mener des guerres pour augmenter le rendement de l'argent investi.

Qu'est-il advenu de la théorie de Gesell? Elle est vivante. En voici un exemple suisse: La coopérative WIR (depuis 1998 Banque WIR) plonge ses racines dans la théorie de l'ordre économique naturel de Gesell. Cette grande coopérative, qui compte aujourd'hui plus de 62 000 petites et moyennes entreprises, a été fondée en 1934. Comme une banque d'émission, elle crée de l'argent à partir de rien et accorde des crédits aux coopérateurs moyennant les garanties habituelles et facture des frais administratifs de 1%.

En 2005, le bilan faisait état de 800 millions de francs WIR (1 franc WIR = 1 franc suisse) en circulation.¹ Cet argent est accepté et utilisé comme moyen de paiement par 62 000 petites et moyennes entreprises jusqu'à ce qu'il soit remboursé, parfois après de nombreuses années. Les paiements en francs WIR représentent un montant d'environ 1,65 milliard par an. Vu que les factures sont payées à raison de 30 à 40% en francs WIR (le reste l'étant en francs suisses), le montant de l'échange de biens et de services entre les membres est de plus de trois milliards par an. Après une phase expérimentale, on a renoncé à un «droit de circulation» (au sens où l'entendait Gesell). En revanche, un réseau d'organisations locales qui éditent des publications et organisent des manifestations encourage le commerce régional entre les membres de la coopérative.

Ce qui a commencé en 1934 à titre d'expérience fonctionne dans le cadre d'une coopérative depuis plus de 70 ans déjà. WIR est plus que jamais une alternative à la mondialisation. C'est probablement le projet le plus important et le plus durable d'argent alternatif en Europe.

¹ La différence fondamentale consiste en ceci (nous simplifions): Pour l'argent produit qu'elle met à la disposition du système bancaire moyennant des garanties, la banque d'émission demande des intérêts plus élevés que ses coûts de production et ses frais d'administration. Cela engendre en règle générale un profit qui se chiffre par milliards et dont la grande partie est aujourd'hui destinée à la politique.

Les entreprises ne doivent pas devenir de simples objets de négoce

«Landsgemeinde» de Swissmem

ww. Le 25 juin 1940, le général Guisan rassemblait tous les officiers de l'armée suisse au Grütli. Le pays était encerclé par les puissances de l'Axe et le danger d'une attaque était grand. En lançant un appel pressant, le Général réussit à augmenter la résistance non seulement chez ses officiers mais aussi dans la population et au sein du gouvernement.

Johann Schneider-Ammann est président de l'Industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (Swissmem), le secteur exportateur le plus important et le plus pourvoyeur d'emplois de Suisse. Il a appelé les membres de son association à un nouveau «Grütli» pour le 28 juin 2007. La réunion aura lieu à Zurich dans les locaux de l'ancienne usine métallurgique Maag. Quel en est le motif? Au cours des derniers mois, des sociétés de capital-investissement étrangères se sont préparées à une véritable chasse aux entreprises prestigieuses de l'industrie suisse des machines et des métaux. Les acteurs principaux en sont l'autrichienne Victory, la britannique Laxey Partner et et la Renova Management de l'oligarque russe Victor Veckelsberg.

Les reprises d'Unaxis, de Saurer, d'Ascom, et probablement aussi celle de Sulzer, ont été réalisées en quelques mois dans le secret à l'aide de banques (cf. «Chasse aux entreprises suisses prestigieuses» dans ce numéro). Rien n'indique que cette chasse ait pris fin. Il semble que les acquéreurs disposent de moyens financiers illimités. On est en droit de penser que dans les années à venir le capital russe cherchera à s'investir dans les

entreprises industrielles suisses. Personne ne sait qui est derrière tout cela et quels sont les buts poursuivis. Personne ne connaît la provenance de ces moyens financiers énormes. Personne ne sait qui décidera à l'avenir du sort de nos grandes entreprises. La menace est réelle et doit être prise au sérieux. Schneider-Ammann veut en débattre lors de la Landsgemeinde du 28 juin. La liste des intervenants, des personnalités de premier ordre, montre qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème suisse. Le chef du département des Finances, le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz, le ministre des Finances luxembourgeois Luc Frieden et le conseiller économique du président russe Poutine Arkadi Dvorkovitch y participeront.

Johann Schneider-Ammann est un chef d'entreprise de la vieille école. Il ne parle pas seulement des résultats des top managers qui se distinguent par leurs salaires exorbitants. Il reconnaît aussi les résultats du dur travail accompli jour après jour par des centaines de milliers d'employés.

Il reconnaît la contribution de la population active qui, grâce à son engagement, à ses infrastructures, à ses écoles et à son excellente formation professionnelle a, pendant des décennies, fait des entreprises ce qu'elles sont aujourd'hui. Elles ne doivent pas devenir de simples objets de négoce! La population a tout lieu de soutenir le projet de Schneider-Ammann. Des Landsgemeinden semblables seraient indiquées dans les régions, également dans un cadre plus large.

Dédié à tous les enfants victimes de la guerre

60^e anniversaire du Village d'enfants Pestalozzi – Exemple de la Suisse humanitaire

par Urs Knoblauch, journaliste dans le domaine culturel, Fruthwilen

La Suisse accomplit dans le monde entier depuis des décennies une aide humanitaire exemplaire, par sa diplomatie, par ses «bons offices» et également en tant qu'Etat dépositaire des Conventions de Genève et par son action en faveur de la paix, de la justice sociale et de la sécurité. Le CICR, la Croix-Rouge ou les activités de la Direction pour le développement et la coopération (DDC) sont des modèles exemplaires d'une Suisse humanitaire et constituent sa substance la plus précieuse. C'est dans cette tradition que se situe le Village d'enfants Pestalozzi à Trogen. Nous allons faire ci-dessous un rappel de ce dernier, afin que cette œuvre d'entraide reste aussi présente dans la mémoire de la jeune génération.

Il y a 60 ans, le 28 avril 1946, des bénévoles commencèrent après la pose de la première pierre la construction des premières maisons dans le Village d'enfants Pestalozzi au-dessus de Trogen dans le canton d'Appenzell. L'origine de cette motivation était la misère d'innombrables enfants orphelins, victimes du conflit et qui avaient perdu dans les horreurs de la Seconde guerre mondiale leurs parents et leur domicile.

Construction exemplaire du Village d'enfants

L'initiateur du Village d'enfants était l'écrivain et philosophe Walter Robert Corti (1910–1990). Il était contraint en raison d'une maladie d'abandonner ses études de médecine, et étant préoccupé comme beaucoup d'autres par les misères de la guerre, le désir de vouloir aider activement monta en lui. Il voulait créer un village en Suisse pour les enfants victimes de la guerre et avait la possibilité de publier son idée dans le magazine culturel mensuel *DU* en août 1944 dans un article s'intitulant «Un village pour les enfants victimes de la guerre». La résonance auprès de donateurs et de bénévoles a été si grande dans toute la Suisse que bientôt on put commencer avec la construction du village. Jusque dans les années 70, vingt-cinq maisons ont pu être construites qui donnent jusqu'à nos jours aux enfants du monde entier dans le besoin un domicile. L'année dernière, le Village fête son 60^e anniversaire, en cadeau, le nouveau centre d'informations destiné aux visiteurs a pu ouvrir ses portes. Il montre un voyage impressionnant à travers l'histoire et le présent du Village d'enfants Pestalozzi et des dernières guerres. Tous les noms d'enfants victimes et réfugiés de la guerre ayant été à Trogen depuis la création de cette œuvre d'entraide sont mentionnés sur un tableau de présentation. C'est précisément dans les guerres illégales actuelles qu'autant d'enfants meurent comme jamais auparavant, et en 2004, 30 millions d'entre eux vivaient dans des régions en conflit. Des rapports et des photos bouleversants montrent des enfants blessés, déformés et tués par des munitions à l'uranium employées dans les guerres d'aujourd'hui.

Devant cet actuel arrière-plan, la visite du village et de l'exposition informative deviennent une expérience impressionnante et mènent le visiteur à la tâche urgente du présent: celle de stopper ces guerres horribles.

Il faut éveiller et encourager chez la jeune génération cette éthique exemplaire de la compassion et de l'aide dévouée de la génération des fondateurs du Village d'enfants, car c'est seulement sur cette base que cette œuvre grandiose a un avenir et peut soulager l'immense détresse régnant de par le monde.

Un village favorisant l'amour du prochain

A côté des nombreux collaborateurs de tous les pays, des pédagogues, des psychologues et des personnalités telles que Elisabeth Rotten (1882–1964), Marie Meierhofer (1909–1998) et Hans Fischli (1909–1989) ont travaillé pour le Village d'enfants. Arthur Bill et sa femme Berta ont dirigé le village pendant 25 ans de 1948 jusqu'en 1973 avec un grand engagement. Le livre de Arthur Bill «Helfer unterwegs – Geschichte eines Landschulmeisters, Kinderdorfleiters und Katastrophenhelfers» (Secouristes en route – souvenirs d'un insti-



Des adolescents dans le camp de jeunes du Village d'enfants Pestalozzi lors d'un projet sur les valeurs sociales des jeux et du sport. (photo Fondation Village d'enfants Pestalozzi)

tuteur de campagne, d'un directeur de village d'enfants et d'un sauveteur lors de catastrophes) donne un bon aperçu de la vie dans le Village d'enfants.

Ainsi, par exemple l'enseignement du premier cycle dans les différentes maisons scolaires du Village avait lieu dans la langue maternelle respective des enfants. Les enfants vivaient dans un foyer avec une mère et un père «de maison» dans lequel leur culture trouvait également une place et où ils pouvaient tous se sentir à l'aise. Après, un second cycle communautaire international s'ensuivait. Le projet bien conçu du Village d'enfants est resté actuel jusqu'à nos jours.

Education à la paix – de la communauté d'enfants à la communauté des peuples

Arthur Bill fixe les deux buts principaux du Village d'enfants: «Premièrement: il veut offrir un abri à l'enfant abandonné à la misère et à la souffrance, dans lequel il trouvera, grâce à une sûreté semblable à celle d'une vie de famille, tout ce qui est nécessaire à un développement harmonieux. Deuxièmement: Cela veut être un village, dans lequel les enfants, les adolescents et les éducateurs des différents pays et cultures peuvent vivre en voisinage et se retrouver pour agir en commun ce qui leur permet de vivre au-delà de toutes les barrières dues à la langue, à leur croyance et à leur origine, le point commun à tous c'est-à-dire l'humanité en général en tant qu'élément constructif et pilier de la petite communauté des peuples.» (Arthur Bill, 2002, p. 142)

Le Village d'enfants Pestalozzi accomplit avec différentes organisations partenaires aujourd'hui dans le monde entier un travail de construction grandiose dans les pays en voie de développement, après des catastrophes naturelles ou des guerres, encourage la compréhension interculturelle et l'éducation à la paix. Ainsi, en 2005 à l'occasion de l'«Année internationale du sport et de l'éducation physique», l'action internationale et le Camp de Jeunesse «Play for Peace» (jeux pour la paix) ont été pratiqués dans le Village d'enfants à Trogen en commun avec la DDC et Adolf Ogi, le conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le sport au service du développement et de la paix.

«Ce sont les enfants qui sont touchés le plus gravement»

Quelques passages de l'œuvre émouvante de l'initiateur Walter Robert Corti «Der Weg zum Kinderdorf Pestalozzi» («La naissance du Village d'enfants Pestalozzi») écrite en 1955 seront cités ci-dessous. Walter Robert Corti introduit son article dans la revue *DU* avec la phrase «à quoi servirait une foi qui n'oserait rien?» de Romain Rolland et il écrit: «La guerre totale étend l'enfer des fronts bellicieux sur tout le pays et tout le peuple. La volonté de domination moderne redéfinit «le champ d'honneur»: Les bombes apportant la mort tombent aussi bien dans les villages calmes de l'arrière-pays que dans les cages

temps malsains à soulager la misère dans les pays touchés par la guerre. Cependant, notre patrie resta épargnée pour la deuxième fois par un véritable destin gracieux. La volonté d'aider s'anima d'autant plus, presque avec la force d'un mouvement naturel. De tous côtés débordèrent des cœurs de bonne volonté. Ce mouvement exerçant l'amour du prochain restera pour toujours la performance historique de la Suisse pendant les années misérables de la guerre et les premières années de l'Après-guerre. Celui qui ne le sait pas méconnaît la plus importante intériorité de notre histoire la plus récente; celui qui n'y participa pas laisse un vide dans la mission la plus profonde de la Confédération. L'esprit Henri Dunant flottait sur les âmes. Ce que la Suisse officielle fait en son nom, on peut le voir dans les rapports existants; ce que les individus particuliers investirent pour des amis, de la famille et des inconnus sera soustrait à jamais de tout recensement enregistré. C'était beaucoup, mesuré à la grandeur du pays, mais par rapport à la misère du temps, beaucoup trop peu.»

A la fin de la guerre est née l'action d'aide exemplaire «Don suisse» de la population suisse. Elle se développa de manière si impressionnante que le Conseil fédéral en 1945 versa le montant important des dons s'élevant à 50 millions pour l'aide et la reconstruction dans les régions détruites par la guerre en y ajoutant 150 millions supplémentaires sur la base d'«une décision du Conseil fédéral comme cotisation versée aux pays endommagés par la guerre».

Walter Robert Corti décrit ces rapports historiques, psychologiques et ses soutiens effectifs de manière détaillée: «Que pouvons nous faire quand la maison du voisin brûle? Nous accourons vers lui, nous l'aidons avec nos propres affaires, nous abritons en outre son bien le plus précieux, ses enfants, dans notre maison indemne. Ainsi, la Suisse, aussitôt qu'elle le pût, envoya de la nourriture, des vêtements, des médicaments d'urgence expédiables, des médicaments et du personnel qualifié dans les pays détruits pour aider à la reconstruction nationale respective. D'un autre côté, il a été possible pour plus de cent mille enfants de passer un séjour de repos de trois mois dans des familles suisses. Ainsi, accueillis dans des foyers chaleureux et ordonnés des classes moyennes et des paysans, ce temps-là étaient devenu pour eux une bénédiction, souvent même un sauvetage. Le «Secours aux enfants» de la Croix-Rouge Suisse a ici dans l'esprit de son fondateur et en association avec la volonté de larges milieux populaires accompli simplement et pratiquement un travail prodigieux. Elle se laissa guider par la règle d'inviter dans notre pays des enfants faibles, souffrants de sous-nutrition et atteints gravement de tuberculose, chez lesquels on pouvait attendre un résultat positif d'un séjour de trois mois.»

Walter Robert Corti termine son livre en se référant à Albert Schweitzer: «Une chose nous aide à oublier toute dispute paralysante et ne nous laisse ni décourager ni accabler: le respect amoureux de la vie.» Le fait de prendre connaissance de cette éthique de l'amour du prochain, de ce travail humanitaire en même temps que de ces êtres humains exemplaires et de ces témoins de ce temps ainsi que la visite du Village d'enfants encourage et révèle la substance précieuse qui constitue la Suisse humanitaire. Cela attire notre attention sur les tâches urgentes de notre temps: L'arrêt immédiat de la fureur guerrière indescriptible d'aujourd'hui et l'application du Droit humanitaire. La population civile est aujourd'hui particulièrement touchée par les guerres et les armes horribles. Arrêtons cette folie, justement pour l'amour des enfants! •

Walter Robert Corti, *Der Weg zum Kinderdorf Pestalozzi*, ISBN 978-3-3258-06468-0

Renseignements:
Fondation Village d'enfants Pestalozzi, Kinderdorfstrasse 20, CH-9043 Trogen, Tél.: +41 71 343 73 12
Heures d'ouverture du Centre d'informations:
avril–octobre:
mardi–vendredi 13h30 à 16h30,
samedi et dimanche 10h00 à 16h30
novembre–mars:
mercredi 13h30 à 16h30,
samedi et dimanche 10h00 à 16h30

«Ce mouvement pratiquant l'amour du prochain»

Corti écrit dans son livre «Der Weg zum Kinderdorf Pestalozzi» comment il en est venu en 1944 à cet appel dans le magazine *DU*: «Comme tous ses concitoyens et ses camarades, il réfléchit lui aussi sur la manière dont nous, Suisses, pourrions aider en face de ces